FAO LIBRARY AN: 448865

APRC/90/REP

RAPPORT

Beijing,
Chine,
23-27 avril
1990

Vingtième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Etats Membres de la FAO dans la région Asie (au 27 avril 1990)

Bangladesh	Japon	Philippines
Bhoutan	Laos	Royaume-Uni
Cambodge	Malaisie	Samoa
Chine	Maldives	Sri Lanka
Corée, Rép. de	Mongolie	Thaïlande
Corée, Rép. pop. dém. de	Myanmar	Tonga
Fidji	Népal	Vanuatu
Inde	Pakistan	Viet Nam
Indonésie	Papouasie-Nouvelle-Guinée	

Etats Membres de la FAO dans la région Pacifique Sud-Ouest

Australie	France	Salomon, îles
Cook, îles	Nouvelle-Zélande	Samoa
Etats-Unis d'Amérique	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tonga
Fidji	Royaume-Uni	Vanuatu

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Première	— Bangalore, Inde, 27 juillet-5 août 1953
Deuxième	— Kandy, Ceylan, 20-25 juin 1955
Troisième	— Bandung, Indonésie, 8-18 octobre 1956
Quatrième	— Tokyo, Japon, 6-16 octobre 1958
Cinquième	— Saïgon, République du Viet Nam, 21-30 novembre 1960
Sixième	— Kuala-Lumpur, Malaisie, 15-29 septembre 1962
Septième	— Manille, Philippines, 7-21 novembre 1964
Huitième	— Séoul, République de Corée, 15-24 septembre 1966
Neuvième	— Bangkok, Thaïlande, 4-15 novembre 1968
Dixième	— Canberra, Australie, 27 août-8 septembre 1970
Onzième	— New Delhi, Inde, 17-27 octobre 1972
Douzième	— Tokyo, Japon, 17-27 septembre 1974
Treizième	— Manille, Philippines, 5-13 août 1976
Quatorzième	— Kuala-Lumpur, Malaisie, 25 juillet-3 août 1978
Quinzième	— New Delhi, Inde, 5-13 mars 1980
Seizième	— Jakarta, Indonésie, 1-11 juin 1982
Dix-septième	— Islamabad, Pakistan, 24 avril-3 mai 1984
Dix-huitième	— Rome, Italie, 8-17 juillet 1986
Dix-neuvième	— Bangkok, Thaïlande, 11-15 juillet 1988
Vingtième	— Beijing, Chine, 23-27 avril 1990

APRC/90/REP

Rapport de la

VINGTIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO

POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Beijing, Chine, 23-27 avril 1990

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 1990

TABLE DES MATIERES

		Pages
RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS		iv - viii
		Paragraphes
I.	INTRODUCTION	
	Organisation de la Conférence	1 - 6
	Cérémonie d'ouverture	7 - 12
	Election du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur	13 - 14
	Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	15
	Discours d'ouverture du Directeur général	16 - 24
II.	EXPOSES NATIONAUX ET DEBAT GENERAL SUR LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION	25 - 87
III.	RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE L'ORGANISATION DANS LA REGION EN 1988-89	88 - 110
IV.	PROGRAMMES D'ACTION VISANT A REMEDIER A DES CARENCES NUTRITIONNELLES SPECIFIQUES DANS LA REGION ASIE ET PACIFIQUE	111 - 126
V.	PROGRES ET PERSPECTIVES DE LA BIOTECHNOLOGIE APPLIQUEE A LA PRODUCTION VEGETALE ET ANIMALE DANS LA REGION ASIE ET PACIFIQUE	127 - 146
VI.	REPRESENTATION DE LA REGION AU GROUPE CONSULTATIF DE LA RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE (GCRAI)	147 - 151
VII.	ACCORD SUR LA PROTECTION DES VEGETAUX DANS LA REGION ASIE ET PACIFIQUE	152 - 158
VIII.	CONCLUSIONS	159 - 168

ANNEXES

A - Ordre du jour

B - Liste des participants

C - Liste des documents

D - Allocution de M. Yang Shangkun, Président de la République populaire de Chine

E - Allocution du directeur général

RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Activités de la FAO dans la région

A l'attention des gouvernements:

La Conférence:

1. a instamment prié tous les Etats Membres de régler rapidement et intégralement leurs arriérés, afin de permettre à la FAO d'exécuter son programme de travail pour 1990-91 (par. 94);

2. a fait ressortir la nécessité de réserver, dans le cadre de l'Uruguay Round des Négociations commerciales multilatérales, un traitement spécial et différencié aux pays en développement, en vue notamment d'accroître les débouchés offerts aux produits agricoles et aux produits tropicaux, et de réduire fortement, par étapes, les mesures de soutien et de protection qui faussent le fonctionnement du marché. On a insisté sur le rôle d'appui scientifique de la FAO dans les Négociations (par. 106);

3. a instamment prié les Etats Membres d'établir des plans d'action forestiers tropicaux qui sont un moyen efficace de mettre terme au déboisement (par. 108).

A l'attention de la FAO:

La Conférence:

4. a demandé que des renseignements complémentaires du type donné dans le rapport sur les activités entreprises au titre du Programme ordinaire de la FAO soient inclus dans les rapports futurs (par. 93);

5. a fait siens les neuf domaines prioritaires des activités de l'Organisation approuvés par la Conférence de la FAO en novembre 1989, et a souligné qu'une priorité spéciale doit être accordée dans la région aux activités intéressant la biotechnologie, le développement durable, la protection des cultures et le Plan d'action forestier tropical, ainsi que le développement des pêches (par. 96 et 97);

6. a souligné que la FAO devrait donner la priorité dans ses programmes à l'analyse des politiques et à la planification, en privilégiant les études sectorielles et sous-sectorielles et les activités intéressant l'ajustement structurel (par. 98);

7. a instamment prié la FAO de continuer à intégrer des considérations écologiques dans ses programmes et dans ses activités de terrain, afin de mettre au point une stratégie de développement agricole durable (par. 99);

8. a souligné qu'il importe de rendre les sols plus productifs et a suggéré que la FAO accorde une priorité accrue à cet aspect de sa mission, notamment à la conservation des sols et à l'aménagement des bassins versants (par. 100);

9. a instamment demandé à la FAO de faire progresser encore et renforcer son programme de lutte intégrée contre les ravageurs (par. 103);

10. a appuyé les initiatives prises par la FAO pour suivre l'évolution du couvert forestier, dans le cadre du projet mondial d'évaluation des ressources forestières tropicales en 1990 (par. 107);

11. a approuvé l'approche adoptée par la FAO pour promouvoir la CTPD en créant des réseaux régionaux, et a suggéré qu'il faudrait élargir encore et renforcer les activités de CTPD (par. 109);

12. a réaffirmé que le Programme de coopération technique (PCT) a permis à la FAO de répondre rapidement aux besoins des pays de la région et a suggéré qu'à l'avenir les ressources mises à la disposition de la région au titre du PCT soient fortement accrues (par. 110).

Programme d'action visant à remédier à des carences nutritionnelles spécifiques dans la région Asie et Pacifique

A l'attention des gouvernements:

La Conférence:

13. a souligné que la réduction des carences nutritionnelles exige des politiques et des plans intégrés en matière d'alimentation et d'agriculture. A cet effet, les gouvernements devraient formuler des politiques et plans nationaux et sous-nationaux concernant l'alimentation et la nutrition, pour veiller à ce que la planification du développement aille de pair avec l'amélioration de la nutrition (par. 114);

14. a instamment prié les pays de réorienter leurs activités agricoles de manière à accroître la production, y compris la production animale, et à diversifier les cultures vivrières, en donnant la préférence aux produits riches en vitamines et en micronutriments (par. 116);

15. a recommandé aux gouvernements d'instituer des systèmes de surveillance de la nutrition et d'identifier les zones qui accusent une forte prévalence des carences et doivent être prioritaires. Ils devraient en outre suivre la mise en oeuvre et l'impact des programmes d'action en vue d'améliorer la nutrition (par. 118);

16. a recommandé que des dispositions soient prises pour assurer que les gouvernements et les industries alimentaires adaptent les techniques d'enrichissement des produits alimentaires à la situation nutritionnelle des pays concernés, et mettent en place des systèmes rigoureux de contrôle garantissant la qualité et l'innocuité des aliments enrichis (par. 121).

A l'attention de la FAO:

La Conférence:

17. a recommandé que les conclusions de sa présente session en ce qui concerne les problèmes nutritionnels, telles que présentées aux paragraphes 114 à 125 du présent rapport, soient prises en considération pour la préparation de la Conférence internationale envisagée sur la nutrition (par. 126).

Progrès et perspectives de la biotechnologie appliquée à la production végétale et animale dans la région Asie et Pacifique

A l'attention des gouvernements:

La Conférence:

18. a noté le potentiel des manipulations biotechnologiques et de la fixation biologique de l'azote pour l'amélioration des sols à problèmes, des terres marginales et des zones non irriguées, et a suggéré que des biotechnologies appropriées devraient être normalisées et exploitées commercialement (par. 133);

19. a suggéré qu'il faudrait renforcer certaines institutions pour entreprendre des travaux sur les méthodes de sexage des embryons applicables sur le terrain, sur les techniques de fécondation in vitro et sur le clonage des embryons et le transfert de l'ADN, et mettre en commun les techniques ainsi élaborées (par. 136);

20. a suggéré que, comme la biotechnologie complète les techniques "conventionnelles", il faudrait équilibrer son développement avec celui de disciplines associées telles que l'agronomie, l'amélioration génétique, la biochimie, etc. Les ressources devraient être allouées rationnellement afin de développer les compétences dans l'ensemble du domaine de la biotechnologie (par. 138);

21. a recommandé que divers programmes nationaux et internationaux en cours, tels que le Centre international de génie génétique et de biotechnologie (ICGEB) de l'ONUDI, les activités des centres du CGIAR, celles de la FAO/AIEA, et celles des laboratoires de pays développés et de certains pays en développement soient utilisés efficacement pour former le personnel spécialisé nécessaire (par. 141);

22. a suggéré que les pays en développement devraient définir leurs besoins individuels de personnel et de recherche-développement. Sur la base de ces évaluations et des avantages relatifs, il faudrait élaborer des programmes appropriés de formation et de recherche, et mettre en place des infrastructures adéquates en matière de biotechnologie (par. 142).

A l'attention de la FAO:

La Conférence:

23. a prié la FAO de préparer et diffuser une documentation sur les expériences réussies d'exploitation commerciale de la micropropagation in vitro (par. 130);

24. a suggéré que la FAO devrait aider les pays membres à renforcer leurs capacités nationales en matière de conservation du matériel génétique. En outre, pour promouvoir les échanges internationaux de souches génétiques cultivées in vitro, l'Organisation devrait mettre au point des directives phytosanitaires appropriées (par. 134);

25. a suggéré que la CTPD et la coopération nord-sud sont le moyen d'exploiter judicieusement les ressources et de maximiser les bénéfices de la biotechnologie (par. 143);

26. a appuyé les initiatives prises par la FAO pour établir les réseaux régionaux sur la biotechnologie animale et sur la biotechnologie végétale. Elle a souligné que les réseaux devraient aider les gouvernements des pays de la région à organiser et coordonner des recherches, à définir des priorités et des stratégies, à encourager des échanges de plants et de matériel génétique, et à améliorer les liens avec d'autres organisations régionales et internationales appropriées (par. 144);

27. a suggéré que la FAO aide à organiser en 1991 un séminaire à l'intention des pays de la région et a noté l'offre faïte par la République islamique d'Iran d'accueillir ce séminaire (par. 145);

28. a suggéré que la FAO aide les pays membres à partager plus largement les bénéfices des nouvelles technologies et à surveiller leur impact, en servant de lieu de rencontre pour discuter les probleèmes relatifs aux biotechnologies (par. 146).

Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

A l'attention des gouvernements:

La Conférence:

29. a élu l'Inde et le Samoa comme représentants de la région au sein du CGRAI, pour un mandat de quatre ans (1991-94) (par. 151).

Accord sur la protection des végétaux dans la région Asie et Pacifique

A l'attention des gouvernements:

La Conférence:

30. a exprimé sa satisfaction de ce que les acceptations requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement à l'Article I(a) de l'Accord sur la protection des végétaux dans la région Asie et Pacifique, étendant le champ d'application géographique de l'Accord de manière à inclure la Chine, aient maintenant été reçues par le Directeur général et a adopté par consensus une résolution à cet effet (par. 157 et 158).

Date et lieu de la vingt et unième Conférence régionale

A l'attention de la FAO:

La Conférence:

31. a demandé au Directeur général de fixer la date et le lieu de la vingt et unième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique en accord avec le Gouvernement indien et les gouvernements des autres pays membres de la région (par. 160).

I. INTRODUCTION

Organisation de la Conférence

1. La vingtième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a eu lieu à l'hôtel Kunlun de Beijing (Chine) du 23 au 27 avril 1990.

2. Les Etats Membres ci-après ont participé à la Conférence: Australie, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, République islamique d'Iran, Japon, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Vanuatu et Viet Nam.

3. Etaient également présents des observateurs de l'Algérie, de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, d'Israël, de l'Italie, du Mexique, des Pays-Bas et de l'URSS, ainsi que des représentants des organisations et des institutions spécialisées ci-après du système des Nations Unies: Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation internationale du travail (OIT), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale de la santé (OMS). En outre, des observateurs représentaient les organisations intergouvernementales suivantes: Organisation afro-asiatique pour la reconstruction rurale (OAARR), Organisation asiatique de la productivité (OAP), Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP), Communauté économique européenne (CEE) et Commission du Pacifique Sud (CPS).

4. La Conférence a noté avec satisfaction la présence du Président indépendant du Conseil de la FAO, M. Antoine Saintraint.

5. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées: Association des organismes de commercialisation des produits alimentaires en Asie et dans le Pacifique (AFMA), Alliance coopérative internationale (ACI), Union internationale des syndicats des travailleurs de l'agriculture, des forêts et des plantations (UISTAFP) et Fédération syndicale mondiale (FSM).

6. La liste des participants à la Conférence et la liste des documents du Secrétariat figurent respectivement aux Annexes B et C du présent rapport.

Cérémonie d'ouverture

7. La cérémonie d'ouverture de la Conférence a eu lieu le 23 avril 1990. M. Edouard Saouma, Directeur général de la FAO, a souhaité la bienvenue à S.E. M. Yang Shangkun, Président de la République populaire de Chine, aux ministres, aux délégués, aux observateurs et aux membres du corps diplomatique en poste en Chine. Au nom de la FAO et des délégués à la Conférence, il a exprimé sa gratitude pour l'hospitalité offerte par le Gouvernement et le peuple chinois. Il a constaté avec une profonde satisfaction que 28 pays membres de la région avaient envoyé des délégations à la présente Conférence, ce qui constitue la plus large participation jamais observée à une Conférence régionale tenue dans la région et est un hommage au pays hôte. Dans de nombreux cas, des ministres

ou des vice-ministres avaient été placés à la tête des délégations. M. Saouma a fait observer que ce haut niveau de la représentation témoignait de l'importance accordée par les pays membres à la présente session.

8. Dans son discours d'ouverture, le Président Yang Shangkun a souhaité la bienvenue aux participants à la Conférence au nom du Gouvernement et du peuple chinois. Il a noté que, dans de nombreux pays de la région, l'autosuffisance alimentaire a été atteinte et l'économie rurale s'est améliorée. Malgré cela, il y a encore des centaines de millions d'affamés, mal vêtus et sans abri. Il est donc urgent de développer encore l'agriculture. Le Président a souligné qu'avec l'entrée dans la dernière décennie du siècle, il importe avant tout de mettre au point des stratégies pratiques et un ensemble de politiques bien conçues pour encourager la production alimentaire. Il faut mobiliser pleinement les agriculteurs et promouvoir tous les aspects du développement de l'agriculture, de la foresterie, de l'élevage et des pêches.

9. Le Président a lancé un appel au resserrement de la coopération entre les pays de la région Asie et Pacifique, sans égard aux différences de systèmes sociaux et de niveau de développement, et en observant les "Cinq principes de la coexistence pacifique". Etant donné l'importance cruciale de l'agriculture pour l'économie de ces pays, la collaboration dans ce secteur devrait être un élément important de l'oeuvre régionale commune. La FAO est en mesure de favoriser concrètement cette coopération et la Chine appuiera tous les efforts entrepris pour assurer le développement et la prospérité de la région.

10. Le Président a précisé que son pays a récemment lancé une nouvelle campagne pour mobiliser tous les secteurs d'activité, y compris les administrations centrales et locales, à l'appui de l'agriculture. L'Etat et les autorités locales ont réalisé de vastes programmes d'équipement en faveur des terres agricoles, avec des apports scientifiques et techniques accrus. La Chine poursuivra, comme toujours, sa politique de réforme et d'ouverture, continuera à établir et développer des relations amicales avec tous les pays, et soutiendra énergiquement les efforts entrepris par les pays en développement pour instaurer un nouvel ordre économique international.

11. En conclusion, le Président s'est déclaré optimiste pour le secteur agricole dans la région, appelé à un avenir brillant.

12. Le Directeur général de la FAO a remercié le Président de son discours et il a rendu hommage au Gouvernement et au peuple chinois pour les résultats obtenus. L'expérience chinoise dans le domaine de l'agriculture continue à être valable pour la région, et les pays qui sont membres de la FAO ont grâce à la Conférence le privilège de bénéficier de ses enseignements. Le texte complet du discours d'ouverture du Président de la République populaire de Chine figure à l'Annexe D au présent rapport.

Election du Président, du Vice-Président et du Rapporteur

13. Les délégués ont élu par acclamation Président de la Conférence son Excellence M. He Kang, Ministre de l'agriculture du Gouvernement de la République populaire de Chine.

14. La Conférence a également élu Vice-Présidents tous les ministres présents. M. Abdul Wahid Jalil (Malaisie) a été nommé Rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

15. La Conférence a adopté l'ordre du jour reproduit à l'Annexe A au présent rapport.

Discours d'ouverture du Directeur général

16. Dans son discours d'ouverture, le Directeur général a remercié le Gouvernement chinois de son hospitalité et il a souhaité la bienvenue aux nombreux ministres participant à cette importante session, véritable sommet de l'agriculture dans la région.

17. C'est avec un profond regret qu'il a évoqué la disparition prématurée de M. L.I.J. Silva, Représentant régional de la FAO, qui était tenu en haute estime pour sa rectitude morale et intellectuelle et pour sa compétence professionnelle.

18. Décrivant la situation de la production vivrière dans la région, le Directeur général a indiqué que les récoltes de 1990 s'annoncent bonnes. La situation des échanges présente de vifs contrastes: certains pays de la région ont réussi à diversifier leurs exportations, alors que d'autres tablent encore principalement sur les denrées agricoles et doivent affronter une situation difficile sur les marchés mondiaux. L'endettement croissant du tiers monde n'a fait qu'aggraver la situation. Les mesures prises pour alléger le fardeau de la dette restent insuffisantes. Or, le service de la dette absorbe une grande partie des recettes d'exportation. Il est heureux que l'on soit convenu de "geler" certaines mesures de soutien à l'agriculture pour toute la durée des négociations du GATT connues sous le nom d'Uruguay Round. Toutefois, les positions demeurent très éloignées sur la réforme à long terme des politiques agricoles. Le Directeur général a fait remarquer qu'il faudra une volonté politique accrue pour réduire la concurrence déloyale et élargir l'accès aux marchés des denrées tropicales qu'exportent les pays en développement.

19. Le Directeur général a spécialement apelé l'attention sur la gravité des carences nutritionnelles dans la zone Asie-Pacifique, région du monde qui compte le plus de malnourris. Le déséquilibre de l'alimentation tend à perpétuer la malnutrition et les maladies de carence. La malnutrition est avant tout un problème de pauvreté. Le Directeur général s'est félicité des efforts déployés par divers gouvernements pour améliorer l'accès à la nourriture des groupes à faible revenu. Il a assuré la Conférence que la FAO continuera à aider les pays à prendre les mesures qui permettront de vaincre la malnutrition. La FAO et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) organiseront conjointement, en étroite collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies et avec des organismes gouvernementaux, une Conférence internationale sur la nutrition qui aura lieu à Rome (Italie) en décembre 1992. Les conclusions de la présente Conférence constitueront une contribution importante de la région à la préparation de cette Conférence mondiale.

20. Evoquant la question de l'environnement et du développement durable, le Directeur général a fait ressortir que plusieurs pays ont déjà atteint ou même franchi les limites de sécurité en ce qui concerne l'expansion

horizontale de la production agricole. A l'avenir, il faudra donc s'attacher principalement à accroître la productivité agricole en utilisant des méthodes écologiquement saines.

21. Le Directeur général a souligné que la biotechnologie est une approche extraordinairement prometteuse qui offre la possibilité de réduire les coûts de production et d'accroître les disponibilités de denrées produites et consommées par les pauvres. Il a toutefois fait observer que la biotechnologie ne peut être isolée du contexte général de la recherche. Des moyens financiers accrus et un plus nombreux personnel qualifié sont nécessaires. La FAO a joué un rôle essentiel dans la promotion de la biotechnologie en organisant des cours de formation et en créant des réseaux régionaux. Elle suit de près diverses initiatives, notamment celles du secteur privé. L'Organisation prépare actuellement un Code de conduite sur la biotechnologie qui portera, entre autres, sur les questions de sécurité.

22. S'agissant du rôle de la FAO dans la région pour les questions relatives à l'alimentation et à l'agriculture, le Directeur général a rappelé qu'à la suite de l'Examen de certains aspects des buts et opérations de l'Organisation, la Conférence de la FAO, à sa session de novembre 1989, a réaffirmé la validité, l'actualité et l'importance des objectifs, stratégies, rôles et activités de l'Organisation, qui demeure à ses yeux "solide et dynamique".

23. Le Directeur général a affirmé que l'Organisation est résolue à mettre scrupuleusement en oeuvre les décisions de la Conférence. Mais elle se heurte là au problème de l'accumulation d'arriérés dans le versement des contributions, en dépit des appels lancés aux Etats Membres par la Conférence pour qu'ils s'acquittent de leurs obligations. La FAO a dû, à contrecoeur, amputer les services qu'elle leur fournit. Le Directeur général a donc instamment prié tous les Etats Membres de régler rapidement leurs ariérés et donner ainsi à l'Organisation les moyens de remplir sa mission. Le discours du Directeur général est reproduit intégralement à l'Annexe E au présent rapport.

24. Après le discours du Directeur général, le Président s'est associé à l'hommage rendu par lui au Représentant régional décédé de la FAO et la Conférence a observé une minute de silence à la mémoire de M. L.I.J. Silva.

II. EXPOSES NATIONAUX ET DEBAT GENERAL SUR LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION

25. Des exposés ont été présentés par les délégués des pays suivants: Australie, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Corée (République de), République populaire démocratique de Corée, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Vanuatu et Viet Nam.

26. Les pays se sont unanimement déclarés très inquiets de ce que, malgré les appels lancés par la Conférence de la FAO, l'Organisation ait continué d'être handicapée par l'accumulation d'arriérés de contributions. Un sentiment de malaise a été exprimé devant le fait que l'Organisation a dû réduire ses services aux Etats membres. On a déploré la diminution du nombre de cours de formation, réunions, publications et nouveaux projets entrepris, ainsi que la réduction du soutien direct aux pays membres, etc. par suite des difficultés financières. Les pays ont instamment demandé à tous les Etats Membres de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour honorer leurs engagements et verser leurs contributions en temps voulu pour permettre à la FAO de s'acquitter plus efficacement de son mandat.

27. Les pays ont approuvé le programme d'activités de la FAO et les priorités établies. Plusieurs délégués ont déclaré que, par ses diverses activités, la FAO contribue remarquablement à améliorer la situation agricole et alimentaire des pays en développement de la région.

28. Le rôle de la FAO dans la collecte et la diffusion d'informations sur l'alimentation et l'agriculture, ainsi que dans la fourniture de services consultatifs, a été souligné par certaines délégations.

Production agricole

29. La plupart des pays ont été d'avis que la région Asie-Pacifique est, de toutes les régions en développement, celle où la production alimentaire a progressé le plus fortement. Les stratégies adoptées à cet effet ont varié d'un pays à l'autre et ont été élaborées en fonction des besoins individuels.

30. Le Bangladesh a entrepris un programme visant à stimuler la production en offrant des prix "d'incitation" aux agriculteurs, mais la pléthore qui en est résultée a quelquefois fait tomber les prix à un niveau inférieur aux coûts.

31. En Chine, le "système de responsabilité", le système d'achats contractuels et la libre commercialisation de la majorité des produits agricoles ont été introduits pendant les années 80. La Chine a également entrepris le "programme de récoltes record" pour accroître la production de céréales, de coton et d'autres importants produits agricoles, le programme du "panier alimentaire" pour accroître la production animale et la production de légumes, fruits et produits alimentaires de deuxième nécessité, le programme de "réduction de la pauvreté" pour accélérer le développement des zones pauvres et le programme de "décollage" pour relever les normes techniques des entreprises rurales. Le réseau de services de vulgarisation de techniques agricoles a également été renforcé.

32. Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée considère l'agriculture comme l'un des deux principaux secteurs de l'économie nationale et a fixé pour la production céréalière un objectif de 15 millions de tonnes à la fin de 1993. Les priorités sont la solution des problèmes d'approvisionnement en eau et l'accroissement des superficies arables grâce à la mise en valeur des terres intercotidales et l'acquisition de nouvelles terres. Deux grands complexes de fabrication d'engrais conçus pour une production annuelle de 900 000 tonnes d'engrais azotés et 510 000 tonnes d'engrais potassiques sont presque achevés.

33. En Inde, le secteur agricole s'est notablement redressé depuis deux ans. La production totale de céréales vivrières en 1989-90 a nettement dépassé 170 millions de tonnes pour la deuxième campagne consécutive. Le gouvernement a pris une série de mesures dans le cadre de la nouvelle politique agricole. Des services de crédit ont été mis à la disposition des agriculteurs à des conditions libérales. L'exemption du remboursement des prêts jusqu'à concurrence de 10 000 roupies a également été décidée pour améliorer la viabilité économique des agriculteurs et accroître les investissements dans le secteur agricole. Le système national indien de recherche agricole comprenant 42 instituts du Centre indien de recherche agricole, 26 facultés nationales d'agriculture, 4 bureaux nationaux et 89 centres d'agronomie (Krishi Vigyan Kendras), qui fonctionnent indépendamment tout en étant reliés au sein de vastes réseaux de coordination des recherches, est responsable de la mise au point de techniques agricoles, de la formation du personnel et de l'organisation d'activités de vulgarisation. Un programme massif de transfert de techniques appropriées du laboratoire au terrain a été entrepris pour le secteur agricole et les secteurs connexes.

34. L'Indonésie a adopté de nouvelles politiques pour stimuler la production agricole: les prix des engrais ont été ajustés compte tenu des cours mondiaux, et le commerce de l'huile de coco et des produits agricoles destinés à l'exportation a été libéralisé pour réduire l'écart entre les prix locaux et les prix franco frontière.

35. Les changements fondamentaux intervenus en République islamique d'Iran ont été décrits: les méthodes agricoles traditionnelles cèdent la place à une agriculture mécanisée moderne et rentable grâce à la centralisation des communautés rurales. La non-interférence du gouvernement dans la production agricole a été soulignée. Le premier plan quinquennal de développement a pour objectifs principaux de parvenir à l'autosuffisance en certains produits stratégiques, de préserver et valoriser les ressources naturelles, et de réduire les importations alimentaires.

36. Au Japon, le taux d'autosuffisance alimentaire, mesuré sur la base de l'apport calorique, est tombé à 49 pour cent,soit l'un des plus faibles du monde développé. Le Japon partage les préoccupations inspirées par la sécurité alimentaire mondiale et il est pleinement convaincu que chaque pays devrait produire, au moins sur son propre territoire, les aliments de base dont il a besoin.

37. La République de Corée a enregistré un taux de croissance annuel moyen de plus de 8 pour cent, grâce à l'industrialisation et à l'urbanisation rapides. L'exode rural a été soudain et massif et l'écart s'est élargi entre les villes et les campagnes pour ce qui est du revenu et du niveau de vie. Cela pose de nouveaux problèmes au secteur agricole.

38. En Malaisie, au cours des deux dernières décennies, le taux de croissance annuel de la production agricole a été de 5,2 pour cent. L'indice de la production alimentaire par habitant a augmenté de 39 pour cent. Parmi les politiques adoptées figurent: de nouveaux programmes de mise en valeur des terres et de colonisation rurale; un soutien spécial à la production de riz; la diversification au profit de cultures de haute valeur marchande; le remembrement et l'intégration des petites exploitations; le développement des activités en aval dans les agro-industries, enfin, et c'est là le plus important, la création de nouvelles possibilités dans les secteurs de l'agriculture, de la médecine vétérinaire et des pêches.

39. Aux Maldives, les progrès les plus récents ont concerné l'évaluation et la sélection des meilleures variétés locales et l'introduction de techniques de lutte intégrée contre les ravageurs associant la lutte biologique à l'emploi de pesticides sans danger pour l'environnement.

40. En Nouvelle-Zélande, la part du secteur agricole dans le produit intérieur brut (PIB) est de quelque 7 pour cent et les exportations agricoles représentent environ 60 pour cent de la valeur totale des exportations.

41. Au Pakistan, le taux de croissance du secteur agricole a été de 7,1 pour cent en 1988-89, avec une augmentation soutenue de la production de blé, de riz et de maïs. La production de coton a remarquablement progressé, mais celle de graines oléagineuses et de légumineuses est restée trop faible et des programmes spéciaux sont actuellement conçus pour remédier à la situation.

42. Au Samoa, de graves pénuries alimentaires locales sévissent actuellement en conséquence du typhon Ofa. De manière générale, les pays du Pacifique Sud sont tributaires d'une étroite gamme de produits agricoles qui ont peu d'influence sur les termes de l'échange à l'échelle mondiale. La plupart d'entre eux ont eu du mal à équilibrer leur balance des paiements car leurs exportations diminuent alors que leurs importations augmentent.

43. A Sri Lanka, la part du secteur agricole dans le PIB dépasse 25 pour cent. La production de paddy a fortement augmenté grâce à une technologie en bloc améliorée et à la mise au point de nouvelles variétés par les experts scientifiques, associées à la conduite d'activités de vulgarisation et de formation. La dotation de facteurs de production, en particulier pour ce qui est du crédit agricole, des engrais et des semences de qualité, a été rationalisée. De nouvelles banques rurales ont été ouvertes. Sri Lanka a récemment lancé un programme novateur appelé "Janasaviya" qui a permis d'identifier les familles pauvres ayant un revenu inférieur à 700 roupies par mois et de leur donner accès à un ensemble de ressources pour un montant de 2 500 roupies par mois. Un service spécial de conseils au niveau des villages, employant des personnes qualifiées, a été créé.

44. En Thaïlande, le problème de la dégradation des terres est très grave. Dans le nord-est, approximativement 38 pour cent des superficies sont menacées de salinisation et, dans la plaine du centre, il y a un problème d'acidité des sols.

45. Les Etats-Unis ont fait ressortir qu'en Asie, les réformes ont reposé dans de nombreux cas sur l'adoption de politiques mieux orientées

vers le marché, sur l'accroissement des investissements du secteur privé et sur la libéralisation du système commercial.

46. Au Viet Nam, la production alimentaire et agricole a considérablement progressé depuis quelques années. La production alimentaire totale est passée de 17,5 millions de tonnes en 1987 à 21,4 millions de tonnes en 1989; une partie de cette production est exportée.

Commerce agricole

47. Plusieurs pays ont fait ressortir l'importance de la réforme du commerce agricole attendue des négociations d'Uruguay. L'Australie a attiré l'attention sur la création de l'Organisme de coopération économique Asie-Pacifique dont la réunion inaugurale au niveau ministériel a été tenue à Canberra en novembre 1989. Une déclaration conjointe a été formulée, préconisant un système commercial multilatéral à la fois solide et ouvert.

48. La Malaisie a exprimé l'espoir que l'Uruguay Round des Négociations commerciales multilatérales permettrait d'élaborer un cadre plus réaliste pour le commerce agricole entre les pays développés et les pays du tiers monde dans les années à venir.

49. L'Indonésie a déclaré que l'Uruguay Round offre une occasion immédiate de libéraliser davantage les systèmes commerciaux multilatéraux, et elle a instamment demandé que l'on envisage de réserver aux pays en développement un traitement spécial et différencié pour tous les produits tropicaux et produits de l'exploitation des ressources naturelles.

50. Le Japon a fait savoir qu'il ne maintient ses restrictions à l'importation que pour un petit nombre de produits de base revêtant une importance déterminante pour le secteur agricole national. Il a instamment demandé que divers aspects de l'agriculture, tels que la sécurité alimentaire et la conservation des terres et de l'environnement, soient pris en considération aux négociations d'Uruguay, lors de la formulation des règles et directives à observer.

51. La République de Corée a été d'avis que la libéralisation soudaine et sur une très grande échelle des importations agricoles aurait un effet extrêmement défavorable sur la sécurité alimentaire et la conservation de l'environnement. Elle a lancé un appel à la FAO pour qu'elle s'efforce de minimiser les conséquences négatives du processus de libéralisation des marchés agricoles.

52. La Nouvelle-Zélande a félicité la FAO de contribuer à promouvoir les objectifs des Négociations commerciales multilatérales du GATT sur l'agriculture, notamment en concourant à la formulation de concepts et de lignes d'orientation pour les négociations intéressant des aspects sanitaires et phytosanitaires.

53. La Thaïlande a indiqué que, bien qu'elle jouisse d'un avantage comparatif dans la production de riz, sa position en tant que premier exportateur de ce produit est mise en danger par l'intensification des politiques protectionnistes et le fléchissement des prix sur le marché mondial des produits agricoles.

54. Les Etats-Unis ont précisé qu'ils ont soumis à l'Uruguay Round des propositions visant à améliorer l'accès au marché en transformant les obstacles non tarifaires en obstacles tarifaires, en éliminant progressivement les primes à l'exportation et en harmonisant les droits de sortie, en réformant les programmes qui faussent les conditions des échanges, et en donnant à la législation et aux barrières sanitaires et phytosanitaires un cadre international propre à favoriser le règlement des litiges.

Nutrition

55. Plusieurs pays ont été d'avis que les progrès accomplis dans le secteur agricole au cours de la dernière décennie ont concerné principalement l'accroissement de la production de céréales vivrières, en premier lieu de riz et de blé. Pour la plupart des autres récoltes vivrières, la production a stagné ou fléchi au cours de cette période. En conséquence, il y a eu un accroissement des déséquilibres alimentaires.

56. L'Australie a fait ressortir que les liens entre la nutrition, l'agriculture et les programmes alimentaires doivent être renforcés à tous les niveaux: communautaire, national, universitaire et technique.

57. Au Bangladesh, un nouveau projet de recherche-développement horticole a été entrepris cette année, avec une aide de la Banque asiatique de développement et du PNUD. Ce projet devrait permettre de diversifier les systèmes de culture et d'améliorer l'emploi et le revenu ruraux. Un autre projet a été entrepris avec l'aide de la FAO pour accroître la consommation d'aliments riches en vitamine A.

58. Au Bhoutan, des enquêtes ont fait apparaître que l'apport calorique moyen dépasse 2 200 calories. Il n'était insuffisant que chez 9 pour cent environ des ménages interrogés, mais 13 pour cent présentaient des carences protéiques. On estime que la carence en iode afflige plus de 50 pour cent de la population. Pour remédier à des carences nutritionnelles spécifiques, le Gouvernement du Royaume a entrepris des programmes de promotion de régimes alimentaires équilibrés et d'amélioration des soins de santé. Mandat a été donné au Ministère de l'agriculture de promouvoir la production et la consommation d'aliments riches en protéines et de légumes contenant des micronutriments. Les programmes de jardins scolaires ont été intensifiés. Les professeurs, les agents sanitaires et les vulgarisateurs ont tous reçu une formation en ce qui concerne les aspects nutritionnels.

59. Le Gouvernement indien a entrepris divers programmes consacrés à l'enseignement nutritionnel et à la vulgarisation dans ce domaine, à la mise au point et à la promotion d'aliments nutritifs, et à la fortification et à l'enrichissement des approvisionnements alimentaires, dans le but de combattre et prévenir la malnutrition. Le programme d'enrichissement en iode de tout le sel de consommation sera mis en oeuvre par étapes.

60. Les données disponibles en Indonésie montrent qu'environ 40 pour cent des enfants sont légèrement sous-alimentés, tandis qu'approximativement un enfant sur huit l'est modérément ou gravement. La délégation de l'Indonésie a instamment demandé au PNUD et à la FAO de prendre les dispositions nécessaires pour accélérer la mise en oeuvre du programme d'activités du Réseau régional pour la production et la consommation d'aliments riches en vitamine A.

61. La population des Maldives, en particulier les enfants, ne mange pas la assez de légumes et de fruits pour compléter son régime à base de poisson et de riz, et être ainsi en bonne santé. Le grand problème est de trouver les moyens de lui procurer des légumes frais à un prix accessible.

62. Une série d'enquêtes sur les besoins nutritionnels et le régime alimentaire ont été conduites au Myanmar depuis 1985-86, pour différents groupes d'âge. L'enquête de 1987-88 sur le régime alimentaire des enfants de 10 à 12 ans fréquentant l'école primaire a permis de conclure que l'apport calorique représente 57 pour cent des besoins standards et l'apport protéique 81 pour cent.

63. Le Pakistan a indiqué qu'il est confronté à quatre problèmes nutritionnels: malnutrition protéino-calorique, anémie, carence en iode et mauvais état nutritionnel des mères. Il a l'intention d'adopter un système de surveillance nutritionnelle et d'appliquer une stratégie fondée sur une meilleure information du public en matière de nutrition.

64. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'enquête nutritionnelle nationale a permis d'identifier quelque 30 districts où de graves carences nutritionnelles sont évidentes sur la base des indicateurs de taille et de poids. Les raisons de cette malnutrition sévère ne sont pas bien connues, mais elle pourrait être imputable, entre autres, à l'insuffisance des disponibilités alimentaires, aux habitudes alimentaires et aux maladies.

La biotechnologie au service de la production végétale et animale dans la région Asie et Pacifique

65. L'Australie a fait ressortir que la biotechnologie aurait pour les pays en développement les avantages d'accroître la productivité des produits tropicaux pour répondre aux besoins alimentaires futurs, d'ouvrir de nouvelles possibilités d'utilisation des terres marginales et de réduire l'emploi de produits chimiques en agriculture.

66. Le Bangladesh a fait savoir qu'un projet visant à mettre sur pied un laboratoire de culture tissulaire sera entrepris cette année à l'Institut national de recherche agricole avec l'aide de la FAO. Un autre projet en vue de créer un laboratoire d'application de la biotechnologie à la production de riz sera mis en route d'ici peu à l'Institut national de recherches sur le riz avec une aide de la Fondation Rockfeller.

67 L'application de tout un ensemble de techniques de bio-traitement visant à accroître la production animale, y compris celle de poisson et de volaille, avec une nutrition, une couverture sanitaire et une gestion adéquates a trouvé une place importante en Inde. Des programmes de démonstration sur le terrain de certaines techniques intéressant par exemple la transplantation d'embryons et la production de poisson et de volaille aux fins du développement rural ont été entrepris.

68. Un office national pour le développement de la biotechnologie et un centre d'excellence seront créés en Indonésie pour les experts en biologie. Les installations existantes seront renforcées en vue de créer à Bogor, dans l'ouest de Java, un centre de recherche pour la biotechnologie agricole. Les efforts pour accélérer la production alimentaire en

recourant aux techniques de culture tissulaire, à la transplantation d'embryons et à des techniques supérieures de diagnostic seront intensifiés.

69. La délégation de la République de Corée a estimé que la biotechnologie joue un rôle plus important dans les pays développés que dans les pays en développement. Il ne semble pas que les pays en développement seront en mesure de rattraper rapidement les pays développés dans ce domaine, car ils manquent de personnel qualifié et de fonds.

70. Le Pakistan a souligné que le recours à la biotechnologie pour la production végétale et animale offre d'immenses possibilités de compléter et renforcer les approches conventionnelles de la solution des problèmes, et il a instamment demandé à la FAO de jouer un rôle de chef de file en aidant les pays membres à réaliser des percées technologiques et à explorer de nouveaux horizons dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Il serait particulièrement utile de mettre au point et diffuser de nouvelles technologies à l'intention des petites exploitations.

71. Sri Lanka a averti les pays en développement que, malgré les extraordinaires progrès de la biotechnologie et du génie génétique, ils ne doivent pas s'imaginer que les résultats de ces innovations ont atteint les masses rurales et les petits agriculteurs.

Elevage

72. Plusieurs pays ont indiqué que leurs programmes prévoient l'accroissement du nombre de races élevées ainsi que l'amélioration du potentiel génétique des animaux. De grands progrès ont été accomplis dans l'industrie laitière grâce à une combinaison de programmes associant l'achat d'animaux métissés de haute qualité, l'intégration de la production et la création de centres de collecte et de commercialisation du lait, avec les services de vulgarisation nécessaires à leur appui.

73. La Malaisie a fait une large place à l'intégration de l'élevage des ruminants, plus particulièrement les ovins, avec l'arboriculture. Ce système a été mutuellement bénéfique aux troupeaux et aux cultures. Les grands domaines privés et les organismes qui s'occupent de la mise en valeur des terres en Malaisie s'emploient activement à cette intégration de la production animale. On estime qu'avec ses 3,5 millions d'hectares plantés en hévéas, palmiers à huile et cocotiers, le pays pourrait élever rentablement selon ce système 9 millions d'ovins ou 1 million de bovins de plus.

Pêches

74. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont fait état des préoccupations que leur inspire la pêche au filet dérivant, qui est un problème spécialement important dans cette région. L'Australie est signataire de la Convention interdisant la pêche au filet dérivant dans le Pacifique Sud. La Nouvelle-Zélande a exprimé le point de vue que la pêche est un secteur où la durabilité de la production doit évidemment être l'un des principes directeurs. Les ressources de la mer ne sont pas inépuisables et il faut mettre fin à la pêche au filet dérivant dans le Pacifique Sud d'ici le milieu de 1991, et ailleurs d'ici le milieu de 1992.

75. De nombreux pays ont fait cas du "Plan d'action pour l'aménagement et le développement des pêches" adopté par la Conférence mondiale sur l'aménagement et le développement des pêches en 1984, et ils ont appelé à le mettre en application.

Forêts

76. L'Australie a fait savoir qu'au titre de son initiative en faveur des forêts tropicales, elle met des fonds à disposition pour la coopération et les échanges techniques en vue d'une meilleure gestion et protection des forêts tropicales. Cet argent est notamment destiné à financer l'étude entreprise par l'Organisation internationale des bois tropicaux sur l'aménagement à longue échéance des forêts du Sarawak. Il y a également eu des échanges de vues bilatéraux sur cette question avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande.

77. Le Gouvernement japonais a fait savoir qu'il continuerait à appuyer les activités entreprises pour élaborer des plans d'action forestiers tropicaux nationaux, tout en s'efforçant d'intensifier la coopération bilatérale pour la conservation des forêts, le boisement et les recherches y relatives, en particulier pour ce qui concerne les forêts tropicales. Il apportera également un soutien accru à l'Organisation internationale des bois tropicaux (ITTO) et au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI).

78. Plusieurs pays ont exprimé leur pleine adhésion aux principes et éléments de base du Plan d'action forestier tropical coordonné par la FAO. Ils ont réaffirmé que la mise en oeuvre du Plan exige la coopération et la participation active de toutes les parties: pays développés et en développement, banques internationales et autres institutions.

79. La Malaisie a souligné que le bois et les industries du bois assurent aux pays producteurs/exportateurs des gains de devises dont ils ont grand besoin, des recettes publiques, ainsi que des possibilités de revenu et d'emploi. Pour un aménagement et un développement durables des ressources forestières, il faut donc considérer à la fois les aspects production et protection de la forêt. La Malaisie a fait ressortir que les pays peu avancés ont besoin d'exploiter leurs ressources forestières pour assurer leur développement économique. Etant donné que les avantages qui en sont retirés concernent le monde entier, les coûts de la conservation et de l'aménagement devraient être pris en charge à l'échelle internationale.

Développement durable

80. Les pays ont unanimement reconnu que, depuis quelques années, le problème de la dégradation de l'environnement est devenu extrêmement préoccupant aussi bien pour les pays industrialisés que pour les pays en développement. La rapide progression démographique entraîne la surexploitation par suite à la fois de la trop grande extension des superficies cultivées et de l'épuisement de sols. Les frontières de l'"expansion horizontale" de la production agricole ont peut-être déjà été atteintes dans plusieurs pays. Etant donné la nécessité urgente de mettre terme aux pratiques nocives pour l'environnement, de nombreux pays ont

souligné que les aspects écologiques devraient être systématiquement pris en considération dans le processus de décision économique.

81. Quelques pays ont fait ressortir que la communauté internationale devra redoubler d'efforts devant les problèmes associés à l'effet de serre, car ils exigeront des solutions véritablement mondiales, auxquelles il faudra parvenir par la coopération entre pays développés et en développement.

82. L'Australie a fait savoir qu'au Forum du Pacifique Sud de 1989, elle a proposé de mettre en place un réseau de stations de surveillance du niveau de la mer dans le Pacifique Sud. L'Indonésie a souligné que les pays en développement ont été blâmés dans une mesure excessive pour les dommages causés à l'environnement mondial. Des pressions considérables ont été exercées sur eux pour les empêcher d'utiliser leurs ressources naturelles par égard pour l'écosystème mondial, mais on a feint d'ignorer la destruction beaucoup plus dangereuse de l'environnement par les déchets toxiques et les polluants dans les pays développés.

83. Le Japon a déclaré que les problèmes écologiques à l'échelle de la planète mettent maintenant en danger l'existence des êtres humains et de l'ensemble de la faune et la flore mondiales. Il appartient à chaque pays de maintenir et développer la production agricole de ses diverses régions sur des bases stables, en accordant toute l'attention voulue à la préservation des écosystèmes aussi bien qu'aux aspects économiques de l'agriculture. Le Japon s'est engagé à verser approximativement 2 milliards de dollars E.U. pour l'aide publique au développement dans le domaine de la protection de l'environnement, sur une période de trois ans commençant avec l'exercice budgétaire 1989.

Déclarations des délégations d'observateurs

84. Les représentants des organisations suivantes ont également fait une déclaration: Organisation afro-asiatique pour la reconstruction rurale (OAARR), Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP) et Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

85. Le Secrétaire général de l'Organisation afro-asiatique pour la reconstruction rurale a déclaré que la stratégie de développement des pays peu avancés devrait être fondée sur une approche intégrée du développement rural mettant l'accent sur la productivité agricole, l'emploi, la santé et la nutrition, l'éducation, la participation populaire, l'amélioration de la condition des femmes et des groupes défavorisés, et le développement des infrastructures.

86. Le Directeur du Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique a précisé que le CIRDAP avait célébré son dixième anniversaire en juillet 1989. Depuis sa création, il a constamment bénéficié du soutien et des conseils de la FAO. Ses activités se sont élargies et s'étendent maintenant aux Etats insulaires du Pacifique et à la République populaire de Chine bien qu'ils ne soient pas membres du Centre. Outre le soutien accru fourni par le Japon et le Secrétariat du Commonwealth, un certain nombre d'autres donateurs aident à mettre en oeuvre le programme de travail du CIRDAP. Des relations professionnelles spéciales ont été établies avec

l'Institut de développement économique (IDE) de la Banque mondiale, le FIDA, l'Université agricole de Wageningen aux Pays-Bas et d'autres.

87. Dans sa déclaration, le Représentant de la CESAP a fait ressortir qu'il importe de coordonner étroitement les activités de la Commission avec celles de la FAO. De nombreux efforts en commun ont déjà été entrepris et le Réseau de consultation, de recherche et d'information sur les engrais pour l'Asie et le Pacifique (FADINAP) est un bon exemple de coopération interinstitutions. Le FADINAP a entrepris un large éventail d'activités parmi lesquelles des services consultatifs, des activités de formation et la publication de rapports techniques sur les engrais et les pesticides utilisés en agriculture. Un autre exemple d'étroite collaboration interinstitutions entre la FAO et la CESAP a été le projet régional FAO RAS/8/002-CTPD "Activités de recherche-développement sur les légumineuses vivrières et les céréales secondaires dans les régions tropicales et subtropicales d'Asie". Le Comité interinstitutions sur le développement rural intégré en Asie-Pacifique a également entrepris un certain nombre de programmes sur le développement rural en participation et des programmes de formation en matière de planification décentralisée.

III. RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE L'ORGANISATION DANS LA REGION EN 1988-89[1]

88. Le Représentant régional par intérim du Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a précisé que ces activités ont été entreprises conformément aux priorités définies par la Conférence régionale de la FAO à sa dix-huitième session à Rome et réaffirmées à sa dix-neuvième session à Bangkok. Elles ont été conduites dans un contexte de graves contraintes financières qui ont affecté l'Organisation pendant la quasi-totalité de l'exercice. Du fait des problèmes de liquidités, il a fallu lutter constamment pour assurer l'exécution du programme de travail approuvé.

89. Le Représentant régional par intérim a souligné que les activités entreprises au titre du Programme ordinaire complètent celles des programmes de terrain. Au cours de l'exercice, la FAO a exécuté 605 projets de terrain, dont 99 projets régionaux. Près de 900 spécialistes venus de toutes les parties du monde ont mis en commun leurs compétences pour exécuter ces projets.

90. Le soutien des investissements a continué à retenir particulièrement l'attention. Dix-huit projets élaborés avec l'aide du Centre d'investissement ont été approuvés par des institutions financières. Le montant total des investissements réalisés au titre de ces projets a été de l'ordre de 998 millions de dollars E.U.

91. L'orateur a souligné que l'autosuffisance collective des pays en développement de la région a été encouragée au titre de la CTPD. A cet égard, sept commissions techniques régionales du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (RAPA), des organisations parrainées par la FAO telles que l'Association régionale de crédit agricole pour l'Asie et le Pacifique (APRACA) et l'Association des organismes de commercialisation des produits alimentaires en Asie et dans le Pacifique (AFMA), ainsi que les réseaux régionaux s'occupant de diverses questions techniques, ont joué un rôle important.

92. Il a ensuite donné une vue d'ensemble des activités menées par la FAO dans la région dans les domaines suivants: ressources naturelles, cultures, élevage, nutrition, développement rural, information et politiques alimentaires et agricoles, pêches et forêts.

93. La Conférence a félicité le Secrétariat FAO de cette analyse détaillée et riche de renseignements, et elle a demandé qu'il soit fait état dans le rapport de sa gratitude envers la FAO pour les services rendus aux pays membres en dépit des difficultés financières. Elle a noté en particulier que le rapport contient un utile tableau des activités entreprises au titre du Programme ordinaire de la FAO, qui donne des informations sur la répartition des ressources entre les grands programmes. Elle a demandé que des renseignements de cette nature soient inclus dans les rapports futurs.

94. La Conférence a noté avec une profonde préoccupation que, malgré les appels lancés par la Conférence de la FAO, l'Organisation est toujours en butte au problème de l'accumulation d'arriérés et qu'elle a dû, à

---

[1] APRC/90/2

contrecoeur, réduire les services fournis aux Etats Membres. Elle a instamment prié tous les Etats Membres de régler rapidement et intégralement leurs arriérés, afin de permettre à la FAO d'exécuter son programme de travail pour 1990-91.

95. La Conférence s'est vivement inquiétée de la réduction des activités de formation, de celle du nombre des réunions techniques et de celle des activités de soutien direct, qui risque de nuire à l'exécution du programme de développement agricole de la FAO dans la région.

96. La Conférence a reconnu que le Programme de travail et budget de l'Organisation pour 1990-91 avait été approuvé par les Etats Membres lors de la Conférence de la FAO en novembre 1989, avec les neuf domaines prioritaires suivants: i) avis en matière de politiques; ii) biotechnologies; iii) information agricole; iv) développement durable; v) rôle des femmes dans le développement; vi) surveillance des cultures et des conditions météorologiques; vii) protection des cultures; viii) aquaculture; et ix) Plan d'action forestier tropical.

97. La Conférence a fait ressortir qu'une priorité spéciale devrait aussi être accordée aux activités intéressant la biotechnologie, le développement durable, la protection des cultures et le Plan d'action forestier tropical, ainsi que le développement des pêches.

98. La Conférence a souligné que la FAO devrait donner la priorité dans ses programmes à l'analyse des politiques et à la planification, en privilégiant les études sectorielles et sous-sectorielles et les activités intéressant l'ajustement structurel.

99. La Conférence a instamment prié la FAO de continuer à intégrer des considérations écologiques dans ses programmes et dans ses activités de terrain, afin de mettre au point une stratégie de développement agricole durable.

100. Dans une grande partie de la région, toutes les terres arables sont déjà exploitées. La Conférence a donc souligné qu'il est urgent de s'occuper des sols difficiles, en vue de les rendre plus productifs. La FAO devrait accorder une priorité accrue à cet aspect de sa mission, notamment à la conservation des sols et à l'aménagement des bassins versants. La Conférence a appuyé la mise en place par la FAO d'un réseau de CTPD sur les sols à problèmes.

101. La Conférence a souligné qu'il convient de développer les applications de la télédétection dans les domaines de l'agriculture, des pêches et des forêts. Le potentiel de la télédétection dans les systèmes mondiaux d'information et d'alerte rapide permettant de surveiller l'état des cultures, les perspectives de la production et la situation des approvisionnements alimentaires n'est pas encore pleinement exploité.

102. La Conférence a noté avec préoccupation que des pesticides dangereux sont employés sans discrimination. Des mesures de sécurité adéquates devraient être adoptées pour limiter la distribution et l'emploi de tels produits.

103. Les efforts entrepris par la FAO pour encourager à utiliser les pesticides judicieusement et en toute sécurité ont été très appréciés. La Conférence a instamment demandé à l'Organisation de faire progresser encore et renforcer son programme de lutte intégrée contre les ravageurs.

104. L'aide fournie aux petits pays insulaires en ce qui concerne la commercialisation des produits agricoles et les programmes de formation en matière de crédit agricole, y compris l'aide intéressant les secteurs des pêches et des forêts, devrait être intensifiée.

105. Le développement de la recherche et de la technologie est déjà et restera absolument indispensable à la croissance du secteur agricole. La Conférence a donc suggéré d'accroître le soutien apporté à la recherche agronomique.

106. L'Uruguay Round des Négociations commerciales multilatérales est arrivé à un stade critique et des propositions définitives sont maintenant présentées aux négociateurs. La Conférence a donc fait ressortir la nécessité de réserver un traitement spécial et différencié aux pays en développement, d'accroître les débouchés offerts aux produits agricoles et aux produits tropicaux, et de réduire fortement, par étapes, les mesures de soutien et de protection qui faussent le fonctionnement du marché. On a insisté sur le rôle d'appui scientifique de la FAO dans les négociations.

107. La Conférence a souligné que, dans le domaine forestier, il importe avant tout d'arrêter le déboisement et de reconstituer les ressources. A ce propos, elle a appuyé les initiatives prises par la FAO pour suivre l'évolution du couvert forestier, dans le cadre du projet mondial d'évaluation des ressources forestières tropicales en 1990.

108. La Conférence a noté que les embargos frappant le commerce international des produits du bois n'ont pas permis d'arrêter le déboisement. La formulation et l'application de politiques forestières nationales appropriées sont plus importantes. Les pays ont été instamment priés d'établir leurs propres plans d'action forestiers tropicaux.

109. La Conférence a pleinement appuyé l'approche adoptée par la FAO pour promouvoir la CTPD en créant des réseaux régionaux. Il faudrait élargir encore et renforcer les activités de CTPD.

110. La Conférence a réaffirmé que le Programme de coopération technique (PCT) a permis à la FAO de répondre rapidement aux besoins des pays de la région et elle a suggéré qu'à l'avenir les ressources mises à la disposition de la région au titre du PCT soient fortement accrues.

IV. PROGRAMMES D'ACTION VISANT A REMEDIER A DES CARENCES NUTRITIONNELLES SPECIFIQUES DANS LA REGION ASIE ET PACIFIQUE[1]

111. Le Directeur de la Division des politiques alimentaires et de la nutrition de la FAO à Rome a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a indiqué que, dans la région, les disponibilités alimentaires sont passées en moyenne de 2 039 à 2 430 kilocalories par habitant et par jour entre 1974-76 et 1984-86. Malgré l'amélioration considérable des approvisionnements, la Zone Asie-Pacifique reste la région du monde qui compte le plus de malnourris. Les maladies dues à des carences spécifiques en micronutriments sont largement répandues. L'avitaminose A conduisant à une cécité irréversible est un problème grave qui touche plus de 10 millions d'enfants. Une proportion élevée des enfants d'âge préscolaire, des femmes nubiles et des femmes enceintes souffrent d'anémie ferriprive. Rien qu'en Asie du Sud-Est, les désordres dus à une carence en iode affligent plus de 277 millions de personnes. Nombreux sont ceux qui souffrent de maladies telles que le goitre et le crétinisme. De plus, on observe dans de nombreux pays des carences en zinc, en sélénium, en vitamine D, en thiamine et en riboflavine.

112. Lors de l'examen des techniques disponibles pour prévenir ces maladies et des initiatives actuellement prises par les gouvernements et les organisations internationales pour remédier à la situation, il a été demandé à la Conférence de fournir les indications nécessaires à la formulation de programmes d'action appropriés. Celles-ci pourraient représenter un élément de la contribution de la région à la préparation de la Conférence internationale sur la nutrition qu'il est proposé de convoquer à Rome en 1992.

113. La représentante de l'Organisation mondiale de la santé a également fait une déclaration. Elle a souligné que la carence en iode est un important facteur de risque pour le développement physique et mental. Il y a par ailleurs dans le monde au moins 40 millions d'enfants d'âge préscolaire qui souffrent d'avitaminose A.

114. La Conférence a souligné que la réduction des carences nutritionnelles exige des politiques et des plans intégrés en matière d'alimentation et d'agriculture. A cet effet, les gouvernements devraient formuler des politiques et plans nationaux et sous-nationaux concernant l'alimentation et la nutrition, pour veiller à ce que la planification du développement, dans tous ses éléments sectoriels, aille de pair avec l'amélioration de la nutrition. Des objectifs nutritionnels devraient être intégrés dans les projets de développement agricole et rural, notamment dans le domaine des forêts et des pêches. Les programmes futurs de biotechnologie devraient être orientés vers la production de variétés de plantes nutritionnellement désirables.

115. La Conférence a souligné que tout programme d'intervention globale contre des carences nutritionnelles spécifiques doit comporter des mesures à court, moyen et long termes. Les mesures ci-après ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre la malnutrition: apport de suppléments vitaminiques et minéraux; mise en place de systèmes appropriés de distribution des produits alimentaires; enrichissement des aliments en iode; établissement de programmes d'intervention à long terme ayant pour

---

[1] APRC/90/3

objectif un approvisionnement alimentaire équilibré et de qualité, mais aussi économiquement accessible à toutes les couches de la société.

116. On a noté qu'il y a un haut degré de complémentarité entre la nutrition et l'amélioration de la productivité, spécialement dans les zones non irriguées. La Conférence a instamment prié les pays de réorienter leurs activités agricoles de manière à accroître la production, y compris la production animale, et à diversifier les cultures vivrières en donnant la préférence aux produits riches en vitamines et en micronutriments.

117. Des systèmes bien conçus de distribution des produits alimentaires sont un moyen d'améliorer la situation nutritionnelle des groupes défavorisés. La Conférence a donc souligné que l'on pourrait inclure en même temps que des matières grasses dans le choix de produits distribués des aliments riches en vitamine A ou en carotène, afin d'améliorer l'apport de vitamine A. La distribution de sel iodé, soit gratuitement soit à un prix subventionné, pourrait faire beaucoup pour réduire la prévalence du goitre.

118. La Conférence a recommandé aux gouvernements d'instituer des systèmes de surveillance de la nutrition, à la fois pour identifier les zones qui, à l'intérieur d'un pays, accusent une forte prévalence des carences en micronutriments et doivent être prioritaires, et pour suivre la mise en oeuvre et l'impact des programmes d'action.

119. La Conférence a souligné qu'une attention spéciale doit être portée aux programmes d'alimentation d'appoint. Il faudrait cibler ces programmes sur des groupes vulnérables, et aussi les réorienter de manière à y inclure des articles alimentaires susceptibles d'apporter les micronutriments nécessaires pour accroître leur efficacité.

120. La Conférence a pris acte que des programmes d'enrichissement des aliments sont en cours depuis un certain temps dans la région Asie-Pacifique, le plus ancien concernant l'adjonction d'iode au sel pour combattre les désordres qu'entraîne cette carence. A ce propos, elle a noté un progrès technique décisif récemment accompli en Inde, à savoir l'enrichissement du sel avec à la fois de l'iode et du fer. Pour ce qui concerne la vitamine A, l'enrichissement d'un support alimentaire approprié est considéré comme une mesure à moyen terme nécessaire pour prévenir la carence. Une solution plus prometteuse à long terme en ce qui concerne l'accroissement des concentrations de vitamine A dans les aliments est celle qui consiste à sélectionner des variétés végétales contenant de fortes teneurs de carotène.

121. La Conférence a recommandé que des dispositions soient prises pour assurer que les gouvernements et les industries alimentaires adaptent les techniques d'enrichissement des produits alimentaires à la situation nutritionnelle des pays concernés, et mettent en place des systèmes rigoureux de contrôle garantissant la qualité et l'innocuité des aliments enrichis.

122. La Conférence a souligné qu'il importe d'adopter des programmes d'action à l'appui d'une production vivrière familiale appropriée pour améliorer l'accès des ménages à des aliments nutritifs tels que les légumes feuillus vert foncé, les fruits jaunes autres que les agrumes, et les mangues, les citrouilles et les patates.

123. La Conférence a souligné que les programmes d'éducation nutritionnelle des établissements officiels et les campagnes conduites par l'intermédiaire des médias et par le moyen de techniques sociales de commercialisation pour sensibiliser le public jouent un rôle complémentaire notable dans la lutte contre les carences nutritionnelles. La participation des organisations non gouvernementales (ONG) est particulièrement importante pour cette prise de conscience.

124. La Conférence a souligné la nécessité d'améliorer la formation des professionnels de la nutrition, y compris celle des étudiants en médecine, et de lui donner plus d'extension. Le registre devrait aller de la formation universitaire supérieure de nutritionnistes de haut niveau à l'organisation de cours de brève durée à l'intention des vulgarisateurs agricoles, des auxiliaires des services de santé et des responsables de communautés.

125. La Conférence s'est félicitée de la participation de l'OMS à la Conférence régionale et elle a noté que, pour s'attaquer au problème des trois principales carences en micronutriments (fer, iode et vitamine A), la communauté internationale a constitué trois groupes consultatifs techniques et conseils de haut niveau pour fournir des informations techniques aux pays. La FAO, l'OMS et le FISE sont des partenaires actifs de ces trois groupes. La Conférence a instamment prié les gouvernements de faire plus largement appel à leurs services.

126. Etant donné que les problèmes nutritionnels diffèrent d'une région à l'autre, la Conférence a suggéré que la conférence internationale envisagée sur la nutrition adopte une optique régionale pour la conception de stratégies et la formulation de propositions concrètes. Elle a donc recommandé que les conclusions de sa présente session en ce qui concerne les problèmes nutritionnels soient prises en considération pour la préparation de la conférence internationale.

V. PROGRES ET PERSPECTIVES DE LA BIOTECHNOLOGIE APPLIQUEE A LA PRODUCTION VEGETALE ET ANIMALE DANS LA REGION ASIE ET PACIFIQUE[1]

127. Le Spécialiste régional de la production végétale et de la protection des plantes a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a fait observer que la biotechnologie offre des moyens différents ou complémentaires de fabriquer ou de modifier des produits biologiques, selon les besoins. Il a fait ressortir que la biotechnologie n'est pas une fin en soi, mais offre une série d'instruments pour résoudre des problèmes. L'un de ses grands avantages est qu'elle permet de mieux cibler les processus de restructuration génétique et de sélection et d'obtenir plus rapidement des résultats.

128. La Conférence a noté que les applications de la biotechnologie diffèrent considérablement d'un pays à l'autre. Selon leurs besoins, leurs possibilités et leurs politiques, les pays utilisent des biotechnologies plus ou moins complexes, allant de techniques simples telles que la culture tissulaire et la micropropagation à la recombinaison de gènes et à la production de transgéniques. Certains pays ont même réussi à produire des haploïdes et à mettre au point de nouvelles variétés de nombreuses espèces végétales. La sélection positive et précise de plantes individuelles dans des populations en ségrégation, pour des attributs désirables, est maintenant possible en utilisant des marqueurs de l'ADN.

129. Notant que, pour plusieurs légumineuses, graines oléagineuses et plantes-racines et tubercules, on ne dispose pas de techniques de mise au point de variétés à haut rendement, la Conférence a suggéré de recourir à la biotechnologie pour l'incorporation de gènes assurant un accroissement de la productivité, de l'adaptabilité, de la résistance et de la qualité.

130. La Conférence a noté que la technique de la culture *in vitro* nécessite beaucoup de main-d'oeuvre, a un bon rapport coût-efficacité et convient aux pays en développement. toutefois, son potentiel demeure en grande partie inexploité. La Conférence a donc suggéré que les pays mettent au point des programmes intégrés de recherche-développement pour en tirer parti. La FAO a été priée de préparer et diffuser une documentation sur les expériences réussies d'exploitation commerciale de la micropropagation *in vitro*.

131. La Conférence a noté que le défaut de coopération avec les laboratoires privés pour ce qui est des recherches biotechnologiques sur le palmier à huile et le palmier dattier pourrait être préjudiciable au développement de cette culture de grande valeur économique. En ce qui concerne le cocotier, elle a suggéré qu'il faudrait s'efforcer de normaliser la micropropagation *in vitro*, y compris l'embryogénèse somatique, à des fins commerciales.

132. La Conférence a observé que deux innovations, à savoir la synthèse *de novo* des biopesticides par la plante hôte pour sa propre défense et les pulvérisations microbiennes, ont ouvert de nouvelles perspectives pour la lutte contre les ravageurs. Certaines plantes cultivées ont été rendues résistantes aux herbicides. Une résistance à d'importants ravageurs et maladies, par exemple à la delphacide brune du riz, est actuellement transférée chez des variétés cultivées à partir d'espèces sauvages

---

[1] APRC/90/4

apparentées. La Conférence a suggéré que les pays devraient exploiter ces possibilités de lutte biologique contre les ravageurs.

133. Notant le potentiel des manipulations biotechnologiques et de la fixation biologique de l'azote pour l'amélioration des sols à problèmes, des terres marginales et des zones non irriguées, la Conférence a suggéré que des biotechnologies appropriées devraient être normalisées et exploitées commercialement.

134. Considérant la très grande diversité des plantes et animaux de la région et l'applicabilité de la biotechnologie pour la conservation du matériel génétique, la Conférence a suggéré que la FAO devrait aider les pays membres à renforcer leurs capacités nationales dans ce domaine. En outre, pour promouvoir les échanges internationaux de souches génétiques cultivées in vitro, l'Organisation devrait mettre au point des directives phytosanitaires appropriées.

135. La Conférence a noté que la biotechnologie est actuellement utilisée dans les domaines suivants pour accroître la production animale: i) transplantation d'embryons et manipulation d'embryons; ii) manipulation de la microflore du rumen pour accroître la digestibilité des aliments grossiers; iii) traitement chimique de certains aliments grossiers pour accroître la digestibilité; iv) production de stimulateurs de croissance au moyen de bactéries manipulées par des gènes; v) production par sonde d'ADN recombinant d'antigènes vaccinaux plus sûrs que les antigènes usuels; vi) mise au point de réactifs diagnostiques biologiques plus spécifiques et plus sûrs que les réactifs traditionnels; et vii) établissement de cartes de génomes, sélection à l'aide de marqueurs et, par la suite, production d'animaux transgéniques.

136. La Conférence a noté que quelques grands problèmes, tels que le défaut de méthode de sexage des embryons applicable sur le terrain et de techniques de fécondation in vitro, de clonage des embryons et de transfert de l'ADN, font gravement obstacle à la mise au point de technologies nouvelles et plus prometteuses dans le domaine de la production et de la santé animales. Elle a donc suggéré qu'il faudrait renforcer certaines institutions pour entreprendre des travaux sur ces questions et mettre en commun les techniques ainsi élaborées.

137. La Conférence a noté la contribution du secteur privé au développement de la biotechnologie dans les pays développés et en développement. La plupart des pays développés ont déjà élaboré des lois pour permettre aux sociétés privées d'obtenir des droits de propriété sur les nouvelles technologies, en vue de leur exploitation commerciale. Toutefois, les implications de la privatisation et des droits de propriété en ce qui concerne la biotechnologie ne sont pas très bien comprises, spécialement dans les pays en développement. Dans ce contexte, la Conférence a noté que, sur recommandation de la Commission FAO des ressources phytogénétiques à sa troisième session, en avril 1989, l'élaboration d'un Code de conduite sur les biotechnologies, y compris la biosécurité, a été prévue dans la Programme de travail approuvé de la FAO pour 1990-91. La Conférence a été informée que ce code porterait sur tous les aspects de la question des droits de propriété et de la libre disponibilité de techniques et de matériels biotechnologiquement améliorés pour les utilisateurs de bonne foi.

138. La Conférence a fait ressortir que la biotechnologie complète les technologies "conventionnelles" et elle a suggéré d'équilibrer son

développement avec celui de disciplines associées telles que l'agronomie, l'amélioration génétique, la biochimie, etc. Les ressources devraient être allouées rationnellement afin de développer les compétences dans l'ensemble du domaine de la biotechnologie.

139. La Conférence a souligné que les faibles coûts de production et la compatibilité écologique font que la biotechnologie est particulièrement adaptée à la région de l'Asie et du Pacifique où la majorité des agriculteurs sont de petits paysans sans ressources.

140. Tout en étant sensible aux aspects positifs de la biotechnologie, la Conférence a attiré l'attention sur ses effets négatifs possibles tels que le rétrécissement des marchés des produits naturels tropicaux et l'utilisation excessive de certains produits chimiques.

141. La Conférence a noté qu'il y a une pénurie aiguë de personnel qualifié dans ce domaine. Elle a recommandé que divers programmes nationaux et internationaux en cours, tels que le Centre international de génie génétique et de biotechnologie (ICGEB) de l'ONUDI, les activités des centres du GCRAI, celles de la FAO/AIEA et celles des laboratoires de pays développés et de certains pays en développement, soient utilisés efficacement pour former le personnel spécialisé nécessaire.

142. La Conférence a suggéré en outre que les pays en développement devraient essayer de définir leurs besoins individuels de personnel et de recherche-développement. Sur la base de ces évaluations et des avantages relatifs, il faudrait élaborer des programmes appropriés de formation et de recherche, et mettre en place des infrastructures adéquates en matière de biotechnologie.

143. La Conférence a reconnu l'existence de grandes différences entre les pays pour ce qui est des connaissances spécialisées et de l'application des biotechnologies à la production végétale et animale. Les trois pays développés de la région, à savoir l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande, comptent parmi les plus avancés dans ce domaine, tandis que plusieurs pays à bas revenu ont des programmes biotechnologiques assez modestes et désirent avoir des compétences appropriées. La Conférence a donc suggéré que la CTPD et la coopération Nord-Sud offriraient le moyen d'exploiter judicieusement les ressources pour maximiser les bénéfices de la biotechnologie.

144. La Conférence a pleinement appuyé les initiatives prises par la FAO, à savoir l'établissement du réseau régional sur la biotechnologie animale et la proposition de créer un réseau régional sur la biotechnologie végétale. Elle a souligné que les réseaux devraient aider les gouvernements des pays de la région à organiser et coordonner des recherches, à en appliquer les résultats, à définir des priorités et des stratégies en matière de recherche-développement, à encourager des échanges de plants et de matériel génétique, à organiser et coordonner des réunions, des ateliers, des consultations et des activités de formation, à améliorer les liens avec les autres organisations régionales et internationales pertinentes, et à échanger des informations.

145. La Conférence a suggéré que la FAO aide à organiser en 1991 un séminaire à l'intention des pays de la région pour leur permettre d'échanger des vues sur la biotechnologie et de déterminer les domaines de coopération possibles. La République islamique d'Iran a offert d'accueillir ce séminaire.

146. Notant que la biotechnologie figure parmi les neuf secteurs d'activité prioritaires inscrits au Programme de travail et budget de la FAO, la Conférence a souligné que l'Organisation a un rôle capital à jouer en aidant les pays membres à partager plus largement les bénéfices des nouvelles technologies et à surveiller leur impact (et notamment à suivre les initiatives privées) et en servant de lieu de rencontre pour discuter les problèmes relatifs aux biotechnologies.

VI. REPRESENTATION DE LA REGION AU GROUPE CONSULTATIF DE LA RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE (GCRAI)[1]

147. Le Spécialiste régional de la production et de la protection des plantes a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a brièvement évoqué la situation de la recherche agronomique dans la région, le rôle de la FAO et les faits nouveaux intéressant le GCRAI. Il a demandé à la Conférence d'élire deux nouveaux membres pour remplacer le Bangladesh et la Thaïlande dont le mandat arrivera à expiration à la fin de 1990.

148. La Conférence a noté avec satisfaction l'élargissement du mandat du GCRAI de manière à inclure la recherche sur l'utilisation des ressources renouvelables en agriculture et en foresterie, et la recherche sur les légumes, le cocotier et l'aquaculture.

149. La Conférence s'est félicitée de l'aide apportée par la FAO pour assurer le contact entre les représentants régionaux et les pays membres, afin de faciliter l'information du GCRAI sur les vues nationales et l'information en retour des pays par le Groupe.

150. La Conférence a pris acte avec satisfaction de l'initiative prise par la FAO concernant la création de l'Association des instituts de recherche agronomique de l'Asie et du Pacifique (AIRAAP) et elle a noté que cinq pays membres ont déjà accepté l'Acte constitutif de cette Association qui fournit un cadre pour la CTPD, ainsi que pour accroître l'efficacité de la participation de la région au GCRAI.

151. La Conférence a élu l'Inde et le Samoa comme représentants de la région au sein du GCRAI, pour un mandat de quatre ans (1991-94).

---

[1] APRC/90/5

VII. ACCORD SUR LA PROTECTION DES VEGETAUX DANS LA REGION ASIE ET PACIFIQUE[1]

152. Le Conseiller juridique de la FAO a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a rappelé que l'Accord sur la protection des végétaux dans la région de l'Asie et du Pacifique avait été approuvé par le Conseil de la FAO en novembre 1955, en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif de l'Organisation. A cette époque, la Chine n'était pas incluse dans le champ d'application géographique de l'Accord.

153. La Chine est redevenue membre de la FAO en 1973 et a par la suite exprimé le désir de devenir partie à l'Accord et de participer aux travaux de la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique. Cela exige un amendement à la définition du champ d'application géographique de l'Accord. Sur proposition de la Commission, le Conseil de la FAO a approuvé en 1983 un amendement à l'Article I(a) de l'Accord, étendant son champ d'application géographique de manière à inclure la Chine.

154. Conformément à l'Article IX de l'Accord, pour qu'un amendement puisse entrer en vigueur, il faut qu'il soit accepté par les deux tiers des gouvernements contractants. Il y a pour le moment 24 gouvernements contractants. Un total de 16 acceptations est donc nécessaire pour que l'amendement puisse prendre effet.

155. Les progrès dans l'obtention du nombre nécessaire d'acceptations ayant été plus lents que prévu, la Conférence de la FAO, à sa dernière session, a demandé instamment aux Etats Membres d'accepter l'amendement afin qu'il puisse entrer en vigueur aussi rapidement que possible. C'est pourquoi ce point a été inscrit à l'ordre du jour de la présente Conférence régionale.

156. La Conférence a été informée que le Directeur général avait maintenant reçu le complément d'acceptations nécessaire pour l'entrée en vigueur de l'amendement. Le seizième instrument d'acceptation a en effet été déposé auprès du Directeur général de l'Organisation par le Gouvernement du Samoa le 23 avril 1990. Conformément à la première phrase du paragraphe 4 de l'Article XIV de l'Accord, un amendement entre en vigueur le trentième jour suivant son acceptation par les deux tiers des gouvernements contractants. Dans le cas présent, par conséquent, l'amendement entrera en vigueur le 23 mai 1990.

157. La Conférence a exprimé sa satisfaction de ce que les acceptations requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement aient maintenant été reçues. Elle a adopté par consensus la résolution suivante:

---

[1] APRC/90/6

ACCORD SUR LA PROTECTION DES VEGETAUX DANS LA REGION ASIE ET PACIFIQUE ENTREE EN VIGUEUR DE L'AMENDEMENT DE L'ARTICLE I(a)

158. La Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique à sa vingtième session, tenue à Beijing:

Considérant l'Accord sur la protection des végétaux dans la région de l'Asie et du Pacifique approuvé par le Conseil de la FAO en novembre 1955 en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif de l'Organisation;

Considérant l'amendement à l'Article I(a) étendant le champ d'application géographique de l'Accord de manière à inclure la République populaire de Chine dans la région, qui a été approuvé par le Conseil de la FAO à sa quatre-vingt-quatrième session en novembre 1983;

Considérant que la Conférence de la FAO à sa vingt-cinquième session, en novembre 1989 "a demandé instamment que les Etats Membres en cause acceptent les amendements au paragraphe (a), Article I de l'Accord sur la protection des végétaux dans la région Asie et Pacifique, qui concernent la définition de la région et ont été approuvés par le Conseil en novembre 1983, afin que ces amendements entrent en vigueur dès que possible";

Considérant que la République populaire de Chine participe depuis 1983 aux travaux de la Commission phytosanitaire en qualité d'observateur et qu'elle a exprimé à plusieurs reprises le désir de devenir partie à l'Accord;

Considérant l'intérêt que la participation de la Chine à l'Accord présenterait pour la région Asie et Pacifique;

Note avec satisfaction que l'amendement permettant à la Chine de devenir partie à l'Accord a maintenant été approuvé par les deux tiers des gouvernements contractants et qu'il entrera en vigueur le 23 mai 1990;

Exprime sa vive satisfaction de voir la République populaire de Chine devenir désormais membre de plein exercice de l'Accord.

VIII. CONCLUSIONS

Date et lieu de la vingt-et-unième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

159. La délégation de l'Inde a fait savoir que le gouvernement de son pays serait heureux d'accueillir, en 1992, la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.

160. Le Président a exprimé la gratitude de la Conférence pour cette offre. Il en sera fait part au Directeur général qui décidera du lieu et des dates de la session en accord avec les gouvernements des pays membres.

Adoption du rapport

161. La Conférence a examiné le projet de rapport présenté par le Rapporteur et elle l'a approuvé à l'unanimité.

Clôture de la Conférence

162. Dans leurs déclarations finales, les délégations ont exprimé le point de vue que la vingtième Conférence régionale de la FAO avait été constructive. Les échanges de vues sur divers points de l'ordre du jour ont permis de formuler des recommandations utiles et judicieuses.

163. La Conférence a remercié le Président, les Vice-Présidents, le Rapporteur et les membres du Comité de rédaction, ainsi que les autres membres du Bureau, de s'être acquittés efficacement de leurs tâches.

164. Toutes les délégations ont remercié le Gouvernement de la République populaire de Chine, et plus spécialement le Ministère de l'agriculture, d'avoir accueilli la Conférence et elles ont exprimé leur gratitude pour la généreuse hospitalité offerte et l'excellente organisation de la réunion. La Conférence a félicité le Secrétariat de l'excellente qualité de la documentation et de l'efficacité de son travail.

165. Dans sa déclaration de clôture, le Directeur général a souligné que la vingtième Conférence régionale de la FAO avait été caractérisée par d'excellents débats sur le fond et une organisation mémorable par le gouvernement hôte. Un hommage spécial a été rendu à M. le Ministre He Kang qui a présidé la Conférence.

166. Au nom de la FAO et de la Conférence, le Directeur général a remercié le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste chinois, le Président et le Vice-Premier Ministre d'avoir pris la parole devant les délégations au sujet des problèmes alimentaires et agricoles de la région. Il a exprimé sa gratitude au gouvernement hôte pour l'organisation efficace de la Conférence et pour l'hospitalité accordée à tous les délégués.

167. Le Directeur général a félicité la Conférence d'avoir formulé des recommandations pratiques. Son rapport est équilibré et concis. Les recommandations seront examinées de très près et faciliteront la préparation du futur Programme de travail et budget de la FAO.

168. Au nom du Gouvernement de la République populaire de Chine, M. le Ministre He Kang a prononcé le discours final et il a ensuite déclaré close la vingtième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.

ANNEXE A

ORDRE DU JOUR

I. INTRODUCTION

1. Cérémonie d'ouverture.

2. Election du Président et des Vice-Présidents, et nomination du Rapporteur.

3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier.

II. EXPOSES

4. Allocution du Directeur général.

5. Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région Asie et Pacifique.

6. Rapport sur les activités de la FAO dans la région en 1988-89.

III. QUELQUES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT RURAL ET AGRICOLE

7. Programmes d'action visant à remédier à des carences nutritionnelles spécifiques.

8. Progrès et perspectives de la biotechnologie appliquée à la production végétale et animale dans la région Asie et Pacifique.

9. Représentation de la région au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).

IV. CONCLUSIONS

10. Accord sur la protection des végétaux dans la région Asie et Pacifique. Adhésion de la Chine: entrée en vigueur de l'amendement à l'Article I(a) de l'Accord.

11. Autres questions.

12. Date et lieu de la vingt et unième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique.

13. Adoption du rapport.

14. Clôture de la Conférence.

APPENDIX B
ANNEXE B

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS

OFFICERS OF THE CONFERENCE
BUREAU DE LA CONFERENCE

Chairman: Président:	HE KANG (China)
Vice-Chairmen: Vice-Présidents:	PAEK BOM SU (D.P.R. Korea) Devi LAL (India) WARDOJO (Indonesia) Issa KALANTARI (Iran) Bo-Seong KANG (Korea, Republic of) Datuk Seri Sanusi JUNID (Malaysia) Abdullah JAMEEL (Maldives) D. RADNAARAGCHAA (Mongolia) Lt. Gen. Chit SWE (Myanmar) Pule LAMEKO (Samoa) Jack T. HOPA (Vanuatu) Nguyen Cong TAN (Viet Nam)
Rapporteur:	Abdul Wahid bin JALIL (Malaysia)
Independent Chairman of the Council: Président indépendant du Conseil:	Antoine SAINTRAINT

MEMBER NATIONS IN THE REGION
ETATS MEMBRES DE LA REGION

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Delegate:
Graeme Lee LAWLESS
Executive Director,
Corporate Development
Department of Primary
Industries and Energy
Canberra

Alternates:
D. SADLEIR
Ambassador
Embassy of the Commonwealth
of Australia
Beijing

John SHARPE
Director, International Branch
Department of Primary
Industries and Energy
Canberra

P.G. FRANKLIN
Counsellor (Agriculture &
Minerals) and Alternate
Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Commonwealth
of Australia
Rome

Ms P. BROWN
First Secretary
Embassy of the Commonwealth
of Australia
Beijing

BANGLADESH

Delegate:
Farooq SOBHAN
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary
Embassy of Bangladesh
Beijing

Alternates:
M. Shamsur RAHMAN
Minister (Economic and
Commercial)
Embassy of Bangladesh
Beijing

Alimul HAQUE
Counsellor
Embassy of Bangladesh
Beijing

BHUTAN - BHOUTAN

Delegate:
Dasho Leki DORJI
Secretary
Ministry of Agriculture
Thimphu

Alternate:
Kinlay DORJI
Deputy Secretary
Ministry of Agriculture
Thimphu

CAMBODIA - CAMBODGE

Delegate:
Prince Norodom Sirivudh
Head of Department of
Humanitarian and Rural
Development
Bangkok

Advisers:
Seng NARONG
Director of Agriculture
Bangkok

Sam VOUTHY
Director of Agriculture Center
Bangkok

Doeur DINA
Director of Agriculture School
Bangkok

Nory SREY
First Secretary
Embassy of Cambodia
Beijing

CHINA - CHINE

Delegate:

HE KANG
Minister for Agriculture
Beijing

Alternates:

WANG LIANZHENG
Vice-Minister for Agriculture
Beijing

HUANG YONGNING
Director
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

LI ZHENHUAN
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of China to FAO
Rome

ZHU PEIRONG
Senior Agronomist and Senior Advisor
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

GUO SHUTIAN
Director, Department of Policy and Laws
Ministry of Agriculture
Beijing

DUAN CUNHUA
Director, Department of International Cooperation
Ministry of Light Industry
Beijing

WU TIANXI
Senior Agronomist and Senior Advisor
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture

CHEN SHIQIU
Deputy Director, Department of International Organizations and Conferences
Ministry of Foreign Affairs
Beijing

WANG YOUQIONG
Deputy Director
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

MIAO JIANPING
Deputy Director
General Administrative Office
Ministry of Agriculture
Beijing

CUI BOXUN
Director, Department of Foreign Affairs
Ministry of Water Resources
Beijing

LI LUKANG
Deputy Director
Department of Foreign Affairs
Ministry of Forestry
Beijing

WU CHENGJI
General Manager
International Department
Agriculture Bank of China
Beijing

ZHU XINGQUAN
Chief Agronomist
Department of Science and Technology
Ministry of Agriculture
Beijing

HAN YASHAN
Professor
Beijing Agricultural University
Beijing

DONG QINGSONG
Division Chief
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

ZHANG XIAOKANG
Division Chief
Department of International Organizations and Conferences
Ministry of Foreign Affairs
Beijing

LI ZHENGDONG
Deputy Division Chief
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

CHEN FEI
Deputy Division Chief
Department of Foreign Affairs
Ministry of Commerce
Beijing

YANG YAFEI
Third Secretary
Department of International Organizations and Conferences
Ministry of Foreign Affairs
Beijing

DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA - REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE

Delegate:

PAEK BOM SU
Chairman of the Agricultural Committee
Pyongyang

Alternates:

KIM YONG HAN
Director, Agricultural Committee
Pyongyang

PANG YONG JU
Director, Agricultural Committee
Pyongyang

CHOI DAE SONG
Ministry of Foreign Affairs
Pyongyang

LI WON SU
Member, National FAO Committee
Pyongyang

FRANCE

Délégué:

Jean-Pierre POLY
Conseiller scientifique
Représentation permanente de la France auprès de l'OAA
Rome

INDIA - INDE

Delegate:

Devi LAL
Deputy Prime Minister and Agriculture Minister
New Delhi

Alternates:

K.K. DEEPAK
Member of Parliament (Rajya Sabha)
New Delhi

S.K. MISHRA
Secretary (Agriculture and Cooperation)
New Delhi

C.V. RANGANATHAN
Ambassador of India to People's Republic of China
Beijing

R.M. ACHARYA
Deputy Director-General
Indian Council of Agricultural Research
New Delhi

T.V. SAMPAT
Agriculture Commissioner
Department of Agriculture and Cooperation
New Delhi

R.C.A. JAIN
Joint Secretary (International Cooperation)
Department of Agriculture and Cooperation
New Delhi

Mrs Vinodini REDDY
Director, National Institute of Nutrition
Hyderabad

Associates:

Harsh BARDHAN
Private Secretary to Deputy Prime Minister and Agriculture Minister
New Delhi

Prahlad SINGH
Additional Private Secretary to Deputy Prime Minister and Agriculture Minister
New Delhi

Ms N. RAO
Ministry of Foreign Affairs
New Delhi

INDONESIA - INDONESIE

Delegate:

WARDOJO
Minister of Agriculture
Jakarta

Alternates:

Beddu AMANG
Deputy for Procurement and Distribution
National Logistic Agency (BULOG)
Jakarta

Ruyat WIRATMADJA
Director, Bureau for International Cooperation
Ministry of Agriculture
Jakarta

Sugianto BROTOSUSANTO
Agricultural Attaché/Alternate Representative of the Republic of Indonesia to FAO
Embassy of Indonesia
Rome

Anwar SANTOSO
Official, Directorate of Multilateral Economic Cooperation
Ministry of Foreign Affairs
Jakarta

IRAN, ISLAMIC REPUBLIC OF - IRAN, REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'

Delegate:

Issa KALANTARI
Minister of Agriculture
Teheran

Alternates:

Mahmoud Zarezadeh MEHRIZI
Ambassador of the Islamic Republic of Iran to FAO
Rome

Parviz KARBASI
Alternate Permanent Representative of the Islamic Republic of Iran to FAO
Rome

Advisers:

Hassan FARAZANDEH
Head of the Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to China
Beijing

Messbahein BOLAGHI
Head of the Institute of Nutrition
Ministry of Agriculture
Teheran

Islam Majede HARVAN
Head of Plant Physiology and Biochemistry
Department of Agriculture
Teheran

JAPAN - JAPON

Delegate:

Hidero MAKI
Senior Adviser to the Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

Alternates:

Yoshikiyo OHKAWA
Director, Overseas Technical Cooperation Office
International Affairs Department
Economic Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

Takaaki KOJIMA
Counsellor
Embassy of Japan
Beijing

Kazuyuki HIROI
Counsellor
Embassy of Japan
Beijing

Associates:

Takao INO
Senior Official
International Affairs Department
Economic Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

Kota HIRANUMA
Assistant Director, Economic Affairs Division, United Nations Bureau
Ministry of Foreign Affairs
Tokyo

Naoya FUJIMOTO
First Secretary
Embassy of Japan
Beijing

Masaru IGAWAHARA
Third Secretary
Embassy of Japan
Beijing

KOREA, REPUBLIC OF - COREE, REPUBLIQUE DE

Delegate:

Bo-Seong KANG
Minister, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Seoul

Alternates:

Hai Jung YUN
Vice Consul-General
Consulate General of the Republic of Korea
Hong Kong

Kwang Shik WON
Agricultural Attaché
Embassy of the Republic of Korea
Rome

Sang Eon KIM
Chief Secretary to the Minister
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Seoul

Yong Kyu CHOT
Director of International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Seoul

Sung Chae KIM
Director of International Cooperation Division
Office of National Fisheries Administration
Seoul

Jea Min KYUN
Deputy Director, International Organizations Division
Ministry of Foreign Affairs
Seoul

Kwang Wook AN
Deputy Director, International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Seoul

Adviser:

Wan-Su OH
Executive Director
Korea FAO Association
Seoul

LAOS

Délégué:

Siene SAPHANGTHONG
Vice Ministre de l'Agriculture et des Forêts
Vientiane

Suppléants:

Alom THAVONSOUK
Directeur adjoint du Département de la planification et de la coopération Internationale
Vientiane

MALAYSIA - MALAISIE

Delegate:

Datuk Seri Sanusi JUNID
Minister of Agriculture
Kuala Lumpur

Alternates:

Abdul Wahid bin JALIL
Deputy Director-General
Department of Agriculture
Kuala Lumpur

Azizan bin HUSSEIN
Deputy Director-General (Sectoral)
Economic Planning Unit, Prime Minister's Department
Kuala Lumpur

Md. Rozai bin SHAFIAN
Principal Private Secretary
Ministry of Agriculture
Kuala Lumpur

Mohd. Zulkifli bin MOHAMMED
Alternate Permanent Representative of Malaysia to FAO
Rome

Halimah ABDULLAH
First Secretary
Embassy of Malaysia
Beijing

Azhari KARIM
Minister (Counsellor)
Embassy of Malaysia
Beijing

MALDIVES

Delegate:

Abdullah JAMEEL
Minister of Fisheries and Agriculture
Malé

Alternate:

A.A. HAKEEM
Director of Agricultural Services
Malé

MONGOLIA - MONGOLIE

Delegate:

D. RADNAARAGCHAA
Minister of Agriculture, Light and Food Industry
Ulan Bator

Alternates:

L. TUMUR
Head, External Relations and Cooperation Department
Ulan Bator

Mrs S. TUNGALAG
Officer
Ministry of Agriculture, Light and Food Industry
Ulan Bator

MYANMAR

Delegate:

Lt. Gen. Chit SWE
Minister, Ministry of Agriculture and Forests and Ministry of Livestock Breeding and Fisheries
Yangon

Alternate:

U Tin Aung TUN
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of the Union of Myanmar
Beijing

Associates:

U Tin HLAING
Managing Director (Agriculture and Forests)
Myanmar Agriculture Service
Yangon

U Nyunt MAUNG
Deputy Managing Director
Myanmar Farms Enterprise
Yangon

U Myint LWIN
Head of Office,
Minister's Office
Ministry of Agriculture
and Forests
Yangon

U Sein LWIN
Director
Fisheries Department
Ministry of Livestock
Breeding and Fisheries
Yangon

U THAW
General Manager
Myanmar Timber Enterprise
Yangon

U Hla MYINT
Deputy General Manager
Ministry of Livestock Breeding
and Fisheries
Yangon

U Maung NYEIN
Deputy Director
Myanmar Farm Enterprise
Ministry of Agriculture
and Forests
Yangon

U Thin LWIN
Counsellor
Embassy of the Union
of Myanmar
Beijing

U San LWIN
Third Secretary
Embassy of the Union
of Myanmar
Beijing

NEPAL

Delegate:
A.N. RANA
Secretary
Ministry of Agriculture
Kathmandu

Alternate:
Mukunda P. DHUNGEL
Minister
Royal Nepalese Embassy
Beijing

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE

Delegate:
Michael John POWLES
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary
Embassy of New Zealand
Beijing

Alternates:
Ms Heather Grace BAIGENT
Counsellor
Embassy of New Zealand
Beijing

Ms Wen YOUNG
First Secretary
Embassy of New Zealand
Beijing

PAKISTAN

Delegate:
M. Akram ZAKI
Ambassador of Pakistan
Embassy of Pakistan
Beijing

Alternates:
Hasan SARMAD
Minister
Embassy of Pakistan
Beijing

Shahid NAJAM
Deputy Secretary
Department of International
Cooperation
Ministry of Agriculture
Islamabad

Zaigham MAHMOOD
Commercial Counsellor
Embassy of Pakistan
Beijing

PAPUA NEW GUINEA -
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE

Delegate:
Paul Joseph SAI'I
Secretary
Department of Agriculture
and Livestock
Konedobu

Alternate:
Noel LEVI
Ambassador
Embassy of Papua New Guinea
Beijing

PHILIPPINES

Delegate:
Apolonio BAUTISTA
Under-Secretary of Agriculture for Operations
Manila

Alternate:
Felipe MABILANGAN
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of Philippines
Beijing

Associate:
Ms Theresa CRUZ-CAPELLAN
Agriculture Assistant Secretary
Manila

Charles JOSE
Third Secretary and Vice-Consul
Embassy of Philippines
Beijing

SAMOA

Delegate:
Pule LAMEKO
Minister of Agriculture, Forests and Fisheries
Apia

Alternate:
Tayita TUPUOLA
Director of Agriculture
Apia

SRI LANKA

Delegate:
Suhita GAUTAMADASA
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of Sri Lanka
Beijing

Alternate:
C.F. CHINNIAH
Second Secretary
Embassy of Sri Lanka
Beijing

THAILAND - THAILANDE

Delegate:
Charoen KANTHAWONGS
Deputy Minister of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Alternates:
Tej BUNNAG
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Royal Thai Embassy
Beijing

Vanich VARIKUL
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Narong CHUPRAKOB
Secretary-General
Office of the Agricultural Economics
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Praphas WEERAPAT
Rice Specialist
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Vanrob ISARANKURA
Agricultural Counsellor and Permanent Representative to FAO
Royal Thai Embassy
Rome

Pote CHUMSRI
Chief, Farmer Group
Department of Agricultural Extension
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Marasee SURAKUL
Assistant Secretary-General
Office of the National
FAO Committee
Ministry of Agriculture
and Cooperatives
Bangkok

Vuttithep TIMTONG
Senior Economist
Office of the Agricultural
Economics
Ministry of Agriculture
and Cooperatives
Bangkok

UNITED STATES OF AMERICA -
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Delegate:
E. Wayne DENNEY
Deputy Director, International
Organization Affairs
Office of International
Cooperation Development
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Alternate:
Maurice R. LANDES
Leader, Commercial Trade
Section
Developing Economics Branch
Economic Research Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Advisers:
Edwin BAUER
Agricultural Counsellor
Embassy of the United States
of America
Beijing

Ms Suzanne HEINEN
Agricultural Attaché
Embassy of the United States
of America
Beijing

VANUATU

Delegate:
Jack T. HOPA
Minister of Agriculture
Port Vila

Alternate:
Daniel Bangtor AARON
First Secretary of
the Minister
Ministry of Agriculture
Port Vila

VIET NAM

Delegate:
Nguyen Cong TAN
Minister of Agriculture and
Food Industry
Hanoi

Alternates:
Dang Nghiem HOANH
Ambassador
Embassy of Viet Nam
Beijing

Nguyen Ich CHUONG
Vice-Director
International Cooperation
Department
Ministry of Agriculture and
Food Industry
Hanoi

Tran The LOC
Director-General
General Cooperation of Food
Ministry of Agriculture and
Food Industry
Hanoi

OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN THE REGION - OBSERVATEURS D'ETATS MEMBRES NE FAISANT PAS PARTE DE LA REGION

ALGERIA - ALGERIE

Abdelkrim YAMANI
First Secretary
Embassy of Algeria
Beijing

BELGIUM - BELGIQUE

J. LUYSSAERT
Head, Development Cooperation
Embassy of Belgium
Beijing

H. WEI
Commercial Attaché
Embassy of Belgium
Beijing

Ms Tania VANLOON
Desk Officer, Cooperation Section
Embassy of Belgium
Beijing

DENMARK - DANEMARK

Christian A. JENSEN
Commercial Attaché
Royal Danish Embassy
Beijing

GERMANY, FEDERAL REPUBLIC OF - ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D'

Peter SCHRODER
Agricultural Counsellor
Embassy of the Federal Republic of Germany
Beijing

ISRAEL

Joseph SHALHEVET
Director of the Israel Academy of Science and Humanities
Liaison Office
Beijing

Ruth KAHANOV
Adviser, Israel Academy of Science and Humanities
Liaison Office
Beijing

ITALY - ITALIE

Gian Luigi VALENZA
Ambassador of Italy to FAO
Rome

MEXICO - MEXIQUE

J. Eduardo NAVARRETE
Ambassador
Embassy of Mexico
Beijing

Cuauhtemoc VILLAMAR
Economic Attaché
Embassy of Mexico
Beijing

NETHERLANDS - PAYS-BAS

Nico Van OPSTAL
Agricultural Counsellor
Ministry of Agriculture
The Hague

OBSERVERS FROM MEMBER STATES OF THE UNITED NATIONS - OBSERVATEURS D'ETATS MEMBRES DES NATIONS UNIES

USSR - URSS

Peter P. TSYBA
Chief of Division
Department of International Economic Relations
Ministry of Foreign Affairs
Moscow

HOLY SEE - SAINT-SIEGE

Most Reverend
Mgr. Ernesto GALLINA
Archbishop
Apostolic Nuncio
Vatican City

Elio LUDINI
Avvocato
Rome

REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES - REPRESENTANTS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION FOR ASIA AND THE PACIFIC (ESCAP) - COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

S. NAGAI
Deputy Executive Secretary
Bangkok

Sultan Z. KHAN
Chief, Agriculture and Rural Development Division
Bangkok

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT (IFAD) - FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

S.N. SAIGAL
Director of the Asia Division
Rome

Prayag TEWARI
Loan Implementation Officer
Rome

INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION (ILO) - ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

S. LIU
Deputy Director of the ILO Office
Beijing

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP) - PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Roy MOREY
UNDP Resident Representative in China
Beijing

Ms Kansang CHUNGYALPA
Senior Programme Officer
Beijing

Miao HONG-JUN
Programme Assistant
Beijing

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP) - PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

T. PAGE
WFP Director of Operations in China
Beijing

WORLD HEALTH ORGANIZATION (WHO) - ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

Ms Asdghig DEMIRDJIAN-PILLAY
Programme Officer
Beijing

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY (EEC) - COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

David TING
Counsellor
Beijing

Regina PIOVESANA
Second Secretary
Beijing

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS - OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

AFRO-ASIAN RURAL RECONSTRUCTION ORGANIZATION (AARRO) - ORGANISATION AFRO-ASIATIQUE POUR LA RECONSTRUCTION RURALE

B.C. GANGOPADHYAY
Secretary General
New Delhi

ASIAN PRODUCTIVITY ORGANIZATION (APO) - ORGANISATION ASIATIQUE DE PRODUCTIVITE

Kazuhiro MATSUSHITA
Head of Agriculture Division
Tokyo

CENTRE ON INTEGRATED RURAL DEVELOPMENT FOR ASIA AND THE PACIFIC (CIRDAP) - CENTRE DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

A.T.M. Shamsul HAQUE
Director
Dhaka

SOUTH PACIFIC COMMISSION (SPC) - COMMISSION DU PACIFIQUE SUD

Vaasatia Poloma KOMITI
Deputy Director Programmes
New Caledonia

OBSERVERS FROM INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS - OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOVERNEMENTALES

INTERNATIONAL COOPERATIVE ALLIANCE (ICA) ALLIANCE COOPERATIVE INTERNATIONALE

G.K. SHARMA
Director of the ICA
Regional Office for
the Asia and Pacific
New Delhi

WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS (WFTU) - FEDERATION SYNDICALE MONDIALE

Ibrahim ZAKARIA
General Secretary
Prague

ASSOCIATION OF FOOD MARKETING AGENCIES IN ASIA AND THE PACIFIC (AFMA) - ASSOCIATION DES INSTITUTS DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

Mukul Raj SATYAL
Executive Director
Bangkok

TRADE UNIONS INTERNATIONAL OF AGRICULTURAL, FORESTRY AND PLANTATION WORKERS (TUIAFPW) - UNION INTER-NATIONALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLIEURS DE L'AGRICULTURE, DES FORETS ET DES PLANTATIONS

Andre HEMMERLE
General Secretary
Moscow

Valery KALASHNIKOV
Secretary
Moscow

CONFERENCE SECRETARIAT -
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE

T. TSUCHIYA
Conference Secretary

H.A.H. DALL
Conference Affairs Officer

Y.S. RAO
Reports Officer

J.L. MERCADO
Information Officer

FAO STAFF -
PERSONNEL DE LA FAO

Edouard SAOUMA
Director-General

H. TSUCHIYA
Officer-in-Charge
FAO Regional Office for
Asia and the Pacific
Bangkok

P. LUNVEN
Director, Food Policy and
Nutrition Division
Rome

Gerald K.F. MOORE
Legal Counsel
Legal Office
Rome

R.B. SINGH
Regional Plant Production
and Protection Officer
Bangkok

ANNEXE C

LISTE DES DOCUMENTS

APRC/90/1	Ordre du jour provisoire annoté
APRC/90/2	Rapport sur les activités de la FAO dans la région en 1988-89
APRC/90/3	Programmes d'action visant à remédier à des carences nutritionnelles spécifiques
APRC/90/4	Progrès et perspectives de la biotechnologie appliquée à la production végétale et animale dans la région Asie et Pacifique
APRC/90/5	Représentation de la région au GCRAI
APRC/90/6	Accord sur la protection des végétaux dans la région de l'Asie et du Pacifique. Adhésion de la Chine: entrée en vigueur de l'Amendement à l'Article I(a) de l'Accord

Série APRC/90/INF

APRC/90/INF/1	Note d'information
APRC/90/INF/2	Calendrier provisoire
APRC/90/INF/3	Liste provisoire des documents
APRC/90/INF/4	Suite donnée aux principales recommandations de la dix-neuvième Conférence régionale
APRC/90/INF/5	Etat des conventions et accords présentant un intérêt spécial pour la région Asie-Pacifique dont le Directeur général de la FAO est le dépositaire
APRC/90/INF/6	Organisation du Réseau de centres d'aquaculture pour l'Asie et le Pacifique (RCAAP)
APRC/90/INF/7	Allocution du Directeur général
APRC/90/INF/8-Rév.1	Liste provisoire des délégués et observateurs

Série APRC/90/OD

APRC/90/OD/1 à APRC/90/OD/5	Programmes des séances
	Projet de résolution concernant l'"Accord sur la protection des végétaux dans la région de l'Asie et du Pacifique: Entrée en vigueur de l'amendement à l'Article I(a)"
APRC/90/REP	Projet de rapport

ANNEXE D

ALLOCUTION DE M. YANG SHANGKUN PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Monsieur le Président,
Votre Excellence Monsieur le Directeur général,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, tout d'abord, adresser, au nom du gouvernement et du peuple chinois mes vives félicitations à la 20ème Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique. Je saisis aussi cette occasion pour exprimer mes chaleureux souhaits de bienvenue à tous les délégués et amis venus de différents pays participer à la Conférence.

Le problème de l'agriculture dont votre Conférence est saisie revêt une importance capitale pour la prospérité de nos pays et le bien-être de nos peuples. Des résultats remarquables ont été réalisés grâce aux âpres efforts que l'humanité a déployés pendant de longues périodes dans la recherche d'une solution à ce problème. La plupart des pays de notre région sont des pays en développement et à vocation agricole, l'agriculture y occupe une place extrêmement importante dans leur économie nationale. Nous avons constaté avec beaucoup de satisfaction que depuis plus d'une décennie, un progrès impressionnant a été enregistré dans le développement de l'agriculture dans notre région. Nombre de pays, voire ceux ayant une population très nombreuse sont pratiquement parvenus à l'autosuffisance alimentaire et à l'amélioration générale de l'économie rurale. Néanmoins, nous ne devrions pas perdre de vue que dans notre région, qui doit nourrir de très nombreux habitants avec des ressources agricoles pourtant restreintes, la faim et la malnutrition graves persistent encore et les besoins les plus élémentaires de plusieurs centaines de millions d'êtres humains, à savoir la nourriture et le vêtement, ne sont pas encore satisfaits jusqu'à présent. C'est pourquoi, le développement continu de l'agriculture demeure encore, pour nous, une tâche pressante et ardue.

L'humanité vient de franchir le seuil des années 90 du 20ème siècle. Cette décennie, où l'espoir et le risque coexistent, nous lance des défis, mais nous offre aussi de la chance. Notre espoir réside dans une large mesure dans la promotion générale de l'agriculture mondiale. Dans cette bataille, les différents pays devraient, en premier lieu, définir, en tenant compte de leur réalité, des stratégies justes et des mesures politiques efficaces pour leur développement et faire prévaloir l'initiative des larges masses paysannes. Ils devraient en outre tirer pleinement profit du progrès scientifique et technique et utiliser rationnellement les ressources agricoles tout en assurant la protection de l'environnement écologique afin d'assurer un développement intégré de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevage et de la pêche. Tout cela devrait permettre de promouvoir davantage l'économie agricole de la région de l'Asie et du Pacifique.

Monsieur le Président,

Dans notre région, le développement en général et le développement de l'agriculture en particulier, dépendraient d'autre part des échanges et de la coopération entre les pays de cette région. Située à la côte ouest de l'Océan Pacifique, la Chine entretient des relations multiples avec les

autres pays de la même région. Dans ses efforts inlassables pour favoriser un développement commun dans notre région, la Chine accorde toujours beaucoup d'importance et prend une part active à la coopération économique régionale. Nous sommes partisans d'une coopération sincère, basée sur les cinq principes de la coexistence pacifique entre les pays de la région, quels que soient leurs systèmes sociaux et les niveaux de leur développement. Nous sommes d'avis que cette coopération devrait répondre à notre intérêt commun, se développer et s'approfondir progressivement dans tous les secteurs. Occupant une place prépondérante dans l'économie de la plupart des pays de notre région, l'agriculture devrait constituer un des domaines les plus importants de cette coopération. Nous espérons que les institutions existantes de coopération continueront de jouer leur rôle de catalyseur et que la FAO y contribuera davantage. La Chine soutiendra toute initiative visant à renforcer la coopération économique dans la région de l'Asie et du Pacifique pour assurer un développement et une prospérité en commun.

Le Gouvernement chinois attache toujours une grande importance au développement de l'agriculture et la place à la première position dans tout son travail économique. Récemment, nous avons lancé une campagne pour mobiliser toute la société et tous les secteurs pour soutenir notre agriculture. L'Etat et les autorités locales à tous les niveaux ont augmenté la part des intrants consacrés à l'agriculture. La construction de l'infrastructure des champs et la mise en valeur du progrès scientifique et technique ont été vivement encouragées afin de développer encore davantage l'agriculture.

Actuellement, nous bénéficions à l'intérieur du pays d'une situation stable dans les domaines politique, économique et social et notre économie nationale, en cours de réajustement, se développe de façon saine. Comme par le passé, nous persisterons dans notre politique de réforme et d'ouverture vers l'extérieur. Nous avancerons, avec pleine confiance, vers notre objectif prévu en nous efforçant de construire dans notre pays une société à moyenne aisance à la fin du siècle. Dans les affaires internationales, nous continuerons d'établir et de développer des relations amicales avec tous les pays sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. Nous soutenons fermement les efforts des pays en développement en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international et espérons que les pays développés adopteront une attitude plus active et assumeront leur responsabilité à cet égard.

Monsieur le Président,

La région de l'Asie et du Pacifique est une région dynamique et pleine d'espoir. L'agriculture dans notre région jouit de belles perspectives. Le peuple chinois est animé d'une sincère volonté de contribuer, de concert avec les peuples de tous les pays, à la prospérité et à l'épanouissement de notre région.

Pour conclure, je voudrais formuler tous mes voeux pour le plein succès de vos travaux et vous souhaiter également un agréable séjour en Chine.

Merci, Monsieur le Président.

ANNEXE E

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GENERAL

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames, Messieurs,

C'est avec une joie toujours renouvelée que je me retrouve à Beijing, métropole chargée d'histoire et remplie de beauté, expression très pure de l'une des civilisations les plus anciennes, les plus hautes et les plus raffinées que le monde ait jamais connues; Beijing, ville au paysage humain fascinant et bouillonnant de vitalité, capitale industrieuse et dynamique du pays le plus peuplé de la terre.

En remerciant les autorités chinoises de leur accueil empreint d'une grâce et d'une élégance qui s'inscrivent dans la pure tradition de l'hospitalité chinoise, je suis heureux d'accueillir ici les représentants des Etats Membres de la région Asie et Pacifique et de saluer en particulier la présence de nombreux ministres qui ont tenu à réaffirmer par leur venue l'importance de ces assises, véritable sommet de l'agriculture dans cette partie du monde.

Hommage à M. Silva

Au moment même où je salue les présents, je dois, hélas, faire état d'une absence que nous ressentons cruellement: celle de M. Silva, Représentant régional de la FAO, dont la disparition prématurée représente pour nous une grande perte. Je nourrissais pour M. Silva une profonde estime fondée sur sa rectitude intellectuelle et morale autant que sur sa compétence professionnelle. En peu de mots, je tiens à dire qu'en servant la FAO ce fils de Sri Lanka a bien servi la région dont il était originaire, puisque avant d'être appelé à la haute fonction de Représentant régional il avait représenté l'Organisation, d'abord au Bangladesh, ensuite ici en Chine de janvier 1986 jusqu'au 1er septembre 1989.

Diversité de la région

Parmi toutes les missions que peut remplir un membre de notre Secrétariat, celle que j'avais confiée à M. Silva compte parmi les plus difficiles et les plus exaltantes: il s'agit d'assurer la présence de la FAO dans la région la plus peuplée du monde, qui défie l'imagination par son étendue comme par sa diversité géographique, climatique, humaine, politique, économique. Elle englobe certains des pays les plus développés et les plus riches de l'univers, en même temps que des îles du Pacifique si pauvres qu'elles ne peuvent se permettre d'envoyer des représentants à notre conférence générale.

Cette diversité ne peut manquer de nuancer, d'estomper ce que l'on peut dire de la situation et des problèmes de la région: toute affirmation de portée générale appelle aussitôt des correctifs; à peine croit-on dégager une vérité valable pour l'ensemble qu'il faut signaler des exceptions souvent notables. C'est pourquoi je ne me hasarderai qu'avec prudence à brosser un tableau d'ensemble de la situation alimentaire et

agricole de la région: ce que l'on peut en dire ne correspond pas nécessairement avec exactitude à la réalité concrète dans tel ou tel pays.

Production et disponibilités alimentaires

Au total, la production céréalière a légèrement progressé en 1989; s'il est encore trop tôt pour avancer des prévisions précises, les récoltes de 1990 s'annoncent bien, à condition que les conditions météorologiques demeurent favorables, et en particulier que l'on bénéficie d'une mousson normale. La forte augmentation de la production de riz enregistrée en Chine et en Inde s'est accompagnée de progrès notables au Bangladesh, en Indonésie, au Myanmar, au Pakistan, aux Philippines et surtout au Viet Nam. En revanche, les récoltes céréalières ont été mauvaises en Iran et à Sri Lanka, alors que des réductions planifiées sont intervenues en République de Corée et en Malaisie.

De ce qui précède, il résulte que les disponibilités alimentaires se sont dans l'ensemble améliorées en 1989-90. Divers pays n'en demeurent pas moins fort éloignés de l'autosuffisance: c'est le cas de l'Iran et de Sri Lanka, pour les raisons que je viens d'évoquer; mais en outre, les bonnes récoltes de 1989 n'ont pas permis d'assainir tout à fait la situation au Bangladesh, où une aide alimentaire structurelle demeure nécessaire, pas plus qu'aux Philippines où une sécheresse prolongée a fortement compromis les perspectives de récoltes pour 1990.

Commerce agricole

La situation des échanges présente elle aussi de vifs contrastes, mais au total elle apparaît moins favorable que celle de la production et des disponibilités. Certes, nombre de pays de la région ont bien réussi à diversifier leurs exportations, tant de produits primaires que d'articles manufacturés. Mais beaucoup continuent de tirer des denrées agricoles l'essentiel de leurs recettes d'exportation et doivent affronter sur les marchés mondiaux une situation qui demeure difficile: pour nombre des grands produits exportés par la région - caoutchouc, café, cacao, huile de palme et de coco, jute -, les cours se sont effondrés ou sont resté très déprimés. Même si les céréales ont mieux résisté, l'indice global des prix des produits de base continue de fléchir; il se situe plus bas qu'il y a dix ans, même en dollars courants.

L'endettement croissant du tiers monde - et notamment de nombreux pays de la région - ne fait qu'aggraver la situation: pour assurer le service de la dette, les pays s'efforcent de produire davantage pour l'exportation, ce qui tend à déprimer encore des prix déjà bas en raison d'une demande languissante. Les mesures déjà prises pour alléger le fardeau de la dette restent insuffisantes: il faut faire beaucoup plus pour réduire la part des recettes d'exportation que dévore le service de la dette.

Le protectionnisme des pays industrialisés, et notamment leurs programmes de subventions aux exportations, contrecarre les efforts des pays en développement pour conquérir une part des marchés. Dans la région, les exportateurs de sucre, de riz et d'autres denrées ne le savent que trop, malgré les trop rares efforts consentis par quelques pays développés pour limiter les mesures de soutien à leur agriculture et ouvrir un peu plus leurs marchés.

A cet égard, il est assez heureux qu'au printemps de 1989 on soit convenu de "geler" certaines mesures de soutien à l'agriculture pour toute

la durée des négociations du GATT connues sous le nom d'Uruguay Round. Sur la réforme à long terme des politiques agricoles, les positions demeurent très éloignées, mais du moins on est passé des idées générales à la discussion concrète. Cette série de négociations doit prendre fin en décembre; il faudra beaucoup de volonté politique pour aboutir en si peu de temps à un accord qui supprime ou tout au moins réduise la concurrence déloyale pour les produits des zones tempérées et élargisse l'accès aux marchés des denrées tropicales et des produits transformés qu'exportent les pays en développement.

Si donc elle n'apparaît pas entièrement bouchée, la conjoncture demeure difficile. Que les pays de la région le sachent bien, la FAO comprend et envisage avec sympathie les problèmes qu'ils doivent affronter, et elle se tient à leurs côtés pour maintenir et développer dans toute la mesure possible l'aide qu'elle leur apporte dans les domaines les plus divers.

Nutrition

Parmi ces problèmes, je veux faire une place particulière à la nutrition, à laquelle est consacré un point distinct de votre ordre du jour, en raison de la gravité que les carences nutritionnelles revêtent dans la région.

Malgré l'amélioration des disponibilités que j'évoquais tout à l'heure, la zone Asie-Pacifique demeure la région du monde qui compte le plus de malnourris. La ration calorique progresse, mais le déséquilibre de l'alimentation et sa pauvreté en protéines et en micronutrients tendent à perpétuer la malnutrition et les maladies de carence. Je l'ai souvent dit, la malnutrition est avant tout un problème de pauvreté. Une fois de plus, on voit s'enclencher un cercle vicieux: les pauvres ne peuvent se procurer les aliments qui leur assureraient la bonne santé et favoriseraient la croissance de leurs enfants; de génération en génération, la malnutrition les handicape et les prive de l'énergie physique et mentale dont ils auraient besoin pour émerger de la pauvreté. C'est pourquoi il faut saluer les efforts entrepris par divers gouvernements pour améliorer l'accès à la nourriture des groupes de population à faible revenu. Mais l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes qui permettraient à ces efforts de s'étendre et de porter tous leurs fruits exigent des moyens dont les pays ne disposent pas. Une aide internationale dans ce domaine leur est donc indispensable.

La FAO se place bien entendu au premier rang de ce combat, non seulement dans la région, mais à l'échelle mondiale. Pour évaluer la situation, faire le point des technologies existantes et aider les pays à tracer les orientations et à prendre les mesures qui permettront de vaincre la malnutrition, nous avons décidé d'organiser, en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, une conférence internationale sur la nutrition, dont les préparatifs se poursuivent activement. Cette conférence, qui aura lieu à Rome en décembre 1992, sera la première grande réunion mondiale consacrée exclusivement à ce grave problème. Il va sans dire que les apports des pays et des régions joueront un grand rôle dans le choix des thèmes à traiter et l'approche des solutions possibles. C'est pourquoi nous attachons beaucoup d'importance aux débats que vous allez tenir sur cette question, car vos constatations, conclusions et prises de position constitueront en fait la contribution de la région à la préparation de la Conférence mondiale.

Environnement et développement durable

La solution du problème de la nutrition suppose un développement rural et agricole durable dans cette immense région où vit plus de la moitié de la population du globe; en fait, c'est d'un territoire qui ne représente même pas le tiers des terres arables ou en cultures permanentes existant dans le monde que près des trois quarts de la population agricole de notre planète doivent tirer leur subsistance.

Des études récentes de la FAO font apparaître que, si un certain nombre de pays disposent encore, du moins en théorie, d'une certaine marge de manoeuvre, la région dans son ensemble a atteint ou même franchi les limites de sécurité en ce qui concerne l'expansion horizontale de la production agricole. En conséquence, la surexploitation met en danger les écosystèmes fragiles des terres marginales et submarginales. La faim de terre fait de l'homme un dangereux prédateur.

Une véritable course s'est engagée pour que la production alimentaire ne progresse pas moins vite que la population; en conséquence, la base de ressources renouvelables se trouve soumise, dans la zone Asie-Pacifique, à une pression plus intense que partout ailleurs.

Des bassins versants d'une importance vitale, par exemple dans l'Himalaya, sont dépouillés de leur couvert forestier; les sols nus sont exposés à l'érosion; les risques d'inondation et le volume des crues s'en trouvent augmentés. La dégradation des sols arrache d'énormes quantités de terres arables. La salinisation et l'engorgement affectent plus de la moitié des superficies irriguées. Dans les mangroves décimées, les réserves que l'on appelle "sanctuaires" et les lieux de reproduction de la faune et de la vie aquatique disparaissent. Le déboisement et la dégradation du couvert végétal entraînent la perte de précieuses ressources génétiques et réduisent la diversité biologique. Tout comme les terres agricoles et les forêts, les ressources halieutiques sont soumises à de fortes pressions.

On sait combien les produits chimiques peuvent contribuer à augmenter la production agricole; le revers de la médaille, c'est qu'ils peuvent aussi provoquer des problèmes si leur usage se fait sans les précautions nécessaires, si l'on n'apprend pas aux agriculteurs à les employer correctement et si leur utilisation n'est pas soumise à un contrôle. Appliqués au mauvais moment, à doses trop fortes ou trop concentrées, ou encore sans les techniques voulues, ces produits risquent de causer un empoisonnement chronique ou aigu des humains comme de l'environnement.

Divers facteurs socio-économiques viennent aggraver et accélérer les atteintes que le milieu naturel subit dans la région. Occupants à statut précaire, fermiers et métayers n'ont guère de raisons d'investir pour améliorer des terres qui ne leur appartiennent pas. L'absence de bonnes politiques de prix et de crédit à la production agricole tend à les démotiver encore plus.

C'est maintenant à l'échelle de la planète que l'industrialisation vient compliquer les problèmes écologiques. L'"effet de serre" engendré par les émissions de gaz carbonique et d'autres gaz va sans doute, selon la plupart des spécialistes, provoquer dans le monde entier une remontée des températures et un changement du climat. Si le rythme des saisons se trouve modifié, c'est le fondement même de l'agriculture, des forêts et des pêches qui risque d'être bouleversé.

Pour éliminer la faim, améliorer les normes de nutrition et soulager la pauvreté rurale, il faut un développement durable, et donc écologiquement sain. Cela suppose que l'on s'attache à promouvoir une production agricole, forestière et halieutique respectant les impératifs de la conservation. Une telle approche se caractérise par l'équité dans les facteurs humains, par la stabilité de la production, par la préservation des processus et des équilibres écologiques, et enfin par une intégration harmonieuse des considérations écologiques, sociales, institutionnelles et techniques.

Assurer la conservation de notre planète tout en maintenant et en améliorant la production agricole, voilà une cause qui nous concerne tous. C'est pourquoi un effort concerté de tous les pays, développés ou en développement, s'impose avec urgence aux niveaux national et régional comme au niveau mondial.

Biotechnologie

A cet égard, l'intervention de la biotechnologie dans la production végétale et animale est appelée à jouer un rôle de premier plan. Je veux parler de ces techniques qui comprennent l'ingénierie génétique, des cultures de tissus, la fusion protoplasmique, etc.

On n'a pas encore complètement mesuré les progrès que cette nouvelle approche peut apporter, mais déjà elle apparaît extraordinairement prometteuse. Ainsi, le temps nécessaire pour la mise au point de nouvelles variétés peut se trouver réduit dans des proportions étonnantes - de 15 à 4 ans dans certains cas. La biotechnologie permet d'améliorer la productivité des plantes cultivées, leur résistance aux parasites, aux maladies, aux contraintes non biologiques telles que la salinité, et aussi de réaliser de remarquables progrès qualitatifs, par exemple en ce qui concerne la teneur en protéines. On pourrait aussi améliorer fortement la fixation biologique de l'azote et l'utilisation des nutrients.

En matière de production animale, le transfert et la manipulation des embryons, les transferts de gènes, l'action sur la microflore du rumen, l'emploi des hormones de croissance, l'incorporation d'antigènes dans les vaccins peuvent donner des résultats tout aussi impressionnants.

Plusieurs pays de la région - notamment la Chine, l"Inde, la République de Corée - poursuivent déjà des programmes très importants dans ce domaine. De fait, à bien des égards, la biotechnologie semble particulièrement adaptée aux conditions propres à la zone Asie-Pacifique. Ainsi, la technique de la culture in vitro exige beaucoup de main-d'oeuvre, dont la région dispose en abondance, mais relativement peu de moyens financiers. Les applications de la biotechnologie réduisent les coûts de production pour les exploitants, ne contreviennent pas aux impératifs de l'écologie et permettent de grands progrès quantitatifs et qualitatifs pour les denrées que produisent et consomment les pauvres.

Faut-il pour autant tout miser sur cette innovation de la science? Assurément non, et cela pour deux raisons: d'une part, la voie est encombrée de difficultés qu'il faut surmonter méthodiquement avant de s'engager trop à fond; d'autre part, quand on intervient sur des organismes vivants pour les modifier, on risque de jouer les apprentis sorciers si l'on ne s'entoure pas de toutes les précautions possibles: peut-on prédire avec certitude toutes les caractéristiques du mutant que l'on est en train

de créer? Ainsi, il est souvent arrivé que des plants obtenus à partir de cultures d'embryons présentent des problèmes de stérilité.

Une première observation, c'est que la biotechnologie ne peut être isolée du contexte général de la recherche, où elle doit s'intégrer en tant que discipline complémentaire de celles qui ont déjà fait leurs preuves.

Nombre de problèmes restent à résoudre dans la région: beaucoup de pays n'ont pas encore déterminé avec précision les buts qu'ils veulent atteindre; la répartition éventuelle des tâches, des responsabilités et des bénéfices entre secteur public et secteur privé - par exemple en ce qui concerne les droits de propriété des produits nouveaux - demeure très floue; l'accès aux technologies et aux matériaux nouveaux, voire à la simple information sur les concepts récemment mis au point, se heurte à de nombreuses restrictions imposées par certains pays développés qui sont parmi les plus avancés et qui ne se montrent guère enclins au partage; enfin, les moyens financiers et le personnel qualifié font cruellement défaut.

La FAO n'est pas demeurée inactive: elle a organisé de nombreux stages, ainsi qu'un important colloque - tenu à Luxembourg en juin 1989 - sur les biotechnologies appliquées aux plantes dans les pays en développement (en coopération avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)); elle a créé dans la région Asie-Pacifique un réseau sur l'emploi de la biotechnologie pour la production et la santé animales et a entrepris dans ce domaine un projet régional FAO/PNUD; elle est en train de mettre en place un dispositif analogue pour la production végétale et la protection des plantes. L'Organisation se tient prête à poursuivre et à développer son action, à laquelle notre Programme de travail et Budget 1990-91 attache une haute priorité; nos efforts, dont un Groupe de travail interdépartemental sur la science et la technologie assure la coordination, ont pour but d'aider les Etats Membres à évaluer leurs besoins, d'encourager les pays avancés à partager leur expertise avec les pays en développement, de suivre et enregistrer les faits nouveaux, et notamment les initiatives du secteur privé, et enfin d'offrir un espace de dialogue où poursuivre le débat sur cet important sujet.

En même temps, la FAO s'attache à obtenir que les Etats Membres souscrivent par consensus à des obligations morales dans l'approche de ce problème qui pose tant de problèmes délicats; déjà, l'Engagement international mis au point dans le cadre du Système global sur les ressources phytogénétiques comporte des dispositions à cet égard; pour préciser et affermir ce qui est déjà fait, nous préparons maintenant un code de conduite sur la biotechnologie qui portera entre autres sur les questions de sécurité et d'innocuité.

Pour faciliter vos débats, nous avons préparé un document substantiel dont vous êtes saisis; l'importance et la gravité de la question justifient amplement le vif intérêt avec lequel nous allons suivre vos délibérations sur ce point.

Situation de la FAO

Comme vous pouvez le constater, un rôle discret mais essentiel incombe à notre Organisation - ou plutôt à votre Organisation - dans toutes les questions relatives à l'alimentation et à l'agriculture qui se posent dans la région. Comment la FAO est-elle armée pour faire face aux défis des années 1990?

Du côté positif, on peut citer les récentes décisions que la Conférence de la FAO a prises à la suite de l'Examen de certains aspects des buts et opérations de l'Organisation: réaffirmant la validité, l'actualité et l'importance des "objectifs, stratégies, rôles et activités" de notre institution, qui demeure à ses yeux "solide et dynamique", elle a tracé, dans sa résolution 10/89, des orientations nouvelles qui nous permettront de mettre en place des structures et des méthodes de travail plus modernes et plus efficaces afin de renforcer notre action. Ainsi donc, tout en reconnaissant qu'il y a des retouches à apporter, l'Etude a démontré que la FAO est saine et qu'elle sert bien les Etats Membres. Il n'est pas indifférent que ces conclusions aient été adoptées par consensus.

Nous sommes résolus à mettre scrupuleusement en oeuvre les décisions de la Conférence, mais là, nous nous heurtons à un problème qui pour l'instant demeure intraitable, à savoir celui du règlement par les Etats Membres de leurs obligations financières. A cause de l'accumulation d'arriérés dans le versement des contributions (en dépit des appels lancés par la Conférence), notre situation de trésorerie demeure plus que préoccupante. C'est aujourd'hui le problème majeur qui se pose à nous, car, faute de moyens, nous avons dû à contrecoeur amputer les services que nous fournissons aux Etats Membres. En conséquence, je fais très instamment appel à tous nos Etats Membres pour qu'ils s'acquittent rapidement et intégralement de leurs contributions et nous donnent ainsi les moyens de remplir notre mission.

Conclusion

Je me suis efforcé de dresser à votre intention un tableau sans fard de la situation telle qu'elle se présente dans la région. Ombres et lumières s'y combattent. J'y trouve cependant deux grandes raisons de penser que l'espoir l'emporte.

Premièrement, si je ne veux pas m'étendre longuement ici sur la situation politique internationale, il semble évident que la fin de la guerre froide et les mesures concrètes de désarmement vont permettre des économies très importantes; on peut espérer que les dirigeants des grandes puissances auront la sagesse d'affecter une part substantielle des ressources ainsi dégagées à l'aide publique au développement, et que les pays du tiers monde et nos institutions internationales auront en conséquence plus facilement accès aux moyens de financer les programmes et projets propres à assurer le décollage économique.

Deuxièmement, et surtout, je fais résolument confiance aux immenses ressources humaines de votre région, à ses dirigeants, aux centaines de millions de paysans et de paysannes qui la peuplent et travaillent à la mettre en valeur. Il n'est pas possible, il n'est pas pensable que tant de courage devant l'adversité, tant de savoir et d'expérience, tant de culture et de réflexion, tant de dynamisme et de vitalité ne parviennent pas à surmonter les obstacles les plus gigantesques, pour peu que l'esprit de solidarité et le sens de la communauté viennent galvaniser les énergies palpitantes de vos peuples innombrables.

M-90/T0354F/1/9.90/450
ISBN 92-5-202978-8